

Le Québec et l'Afrique

Un partenariat commercial à développer



Un partenariat entre

Président
Raymond Bachand

Directrice
Mia Homsy

Directeur de la recherche
Robert Gagné

Directeur associé
Jean-Guy Côté

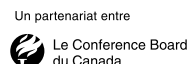
Le Québec et l’Afrique : Un partenariat commercial à développer
Jean-Guy Côté, Henry Diaz, et Simon Savard

À propos de l’Institut du Québec

Issu d’un partenariat entre le Conference Board du Canada et HEC Montréal, l’Institut du Québec axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.



Institut du Québec
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, bur. 3.450
Montréal (Québec) H3T 2A7
institutduquebec.ca
[@InstitutduQC](https://twitter.com/InstitutduQC)



Un partenariat entre
Le Conference Board
du Canada

HEC MONTRÉAL

Pour citer cette note de recherche : Côté, Jean-Guy, Henry Diaz, et Simon Savard. *Le Québec et l’Afrique : Un partenariat à développer*, Montréal, Institut du Québec, 2019.

© Institut du Québec, un partenariat entre Le Conference Board du Canada et HEC Montréal, 2019
Publié au Canada | Tous droits réservés | Entente n° 40063028 | *Constituée en société sous le nom d’AERIC Inc.

Ce document est disponible sur demande dans un format accessible aux personnes ayant une déficience visuelle. Agent d’accessibilité, Le Conference Board du Canada. Tél. : 613-526-3280 ou 1-866-711-2262. Courriel : accessibility@conferenceboard.ca

MD Le Conference Board du Canada et le logo de la torche sont des marques déposées du Conference Board, Inc. Nos prévisions et travaux de recherche reposent souvent sur de nombreuses hypothèses et différentes sources de données. Ils présentent donc des risques et des incertitudes inhérents à ce genre de travail et ne doivent pas être perçus comme des sources de conseils spécifiques en matière de placement, de comptabilité, de droit ou de fiscalité.

Résumé

Les dernières années ont donné lieu à de nouveaux accords commerciaux entre le Canada et l'Europe (AECG), le Canada et l'Asie (PTPGP) et le nouvel accord entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Néanmoins, plus de 70 % de la valeur des exportations québécoises vont en direction des États-Unis.

En 2017, moins d'un pourcent des exportations totales du Québec étaient destinées aux pays de l'Afrique francophone. Malgré ce constat, la diversification des relations commerciales du Québec pourrait bien passer en partie par les marchés émergents de l'Afrique francophone. La croissance démographique et économique de cette région du monde présente plusieurs occasions d'affaires. À cet effet, le Québec a un principal atout : la connaissance de la langue parlée par bon nombre des habitants de l'Afrique francophone. Si le faible poids des pays de l'Afrique francophone dans les échanges commerciaux du Québec fait en sorte qu'un développement spectaculaire des échanges avec ceux-ci n'est pas envisageable, il demeure que l'augmentation des échanges avec ces marchés aiderait à diversifier les exportations du Québec.

Pour identifier les opportunités potentielles, l'Institut du Québec (IDQ) a produit un classement qui permet de tracer la ligne entre les pays à fort potentiel et ceux qui représentent un potentiel de développement économique moindre pour le Québec. Trois piliers sont analysés : économie, institutions et connectivité :

- Dans le classement général, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie tiennent le haut du pavé alors que le Burundi, le Tchad et la Guinée sont en queue de peloton;
- Le pilier *économie* place le Maroc et l'Algérie en tête de peloton et la Guinée et le Burundi en fin de classement;
- Le pilier *institutions* accorde les premières places au Rwanda et au Sénégal alors qu'il place le Tchad très loin derrière tous les autres pays du classement;

La diversification
des relations
commerciales
du Québec
pourrait bien
passer en partie
par les marchés
émergents
de l'Afrique
francophone.

- Le pilier *connectivité* avantage le Maroc et la Tunisie alors qu'il place plusieurs pays du classement en très mauvaise posture, dont le Tchad et le Madagascar.

Ce classement permet d'identifier les pays où se trouvent plusieurs opportunités d'affaires pour les entreprises du Québec en Afrique francophone. Quatre pays ont particulièrement été analysés en ce sens. Les pays en haut du classement ayant des caractéristiques semblables, nous avons choisi de diversifier les exemples en présentant des pays qui se classent autant en haut qu'en milieu de classement¹ :

- Nous retenons particulièrement le désir du Maroc de continuer le développement des secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et des énergies renouvelables, trois industries où le Québec possède de l'expertise ;
- La Côte d'Ivoire s'est engagée dans un vaste projet d'industrialisation, dont les investissements clés sont concentrés dans les infrastructures, les transports et les télécommunications. Il s'agit de trois domaines qui peuvent profiter non seulement de l'importation de biens et matériaux, mais surtout du partage de connaissances ;
- Au Sénégal, il y a un besoin d'améliorer l'accès à l'énergie, aux infrastructures de soutien à la production et au financement. Tout comme en Côte d'Ivoire, les opportunités pour le Québec sont concentrées davantage dans les services et le partage d'expertise technique, mais il y a également des occasions dans le développement du secteur minier.
- Le premier objectif du Burkina Faso est la transformation structurelle de l'économie pour soutenir une croissance forte, durable et créatrice d'emplois. Tout comme les autres pays d'Afrique de l'Ouest, les opportunités pour le Québec semblent être concentrées davantage dans le secteur de l'exportation d'expertise technique.

L'opportunité d'affaires ne se trouve pas nécessairement dans le secteur des biens, mais plutôt dans les services à haute valeur ajoutée, où se trouve l'avantage comparatif du Québec.

¹ Il ne s'agit pas nécessairement des « meilleurs » pays selon le classement, mais des pays qui ont des particularités différentes.

Pour saisir les opportunités de diversification commerciale avec l'Afrique francophone, ces pistes d'actions devraient être explorées :

- De compléter et renforcer les ententes commerciales et les ententes de protection des investissements privés avec les partenaires africains francophones ;
- D'intégrer formellement l'Afrique comme lieu géographique à développer au sein de la stratégie québécoise des exportations ;
- De cibler activement des entreprises ayant un fort potentiel de développement en Afrique ;
- De miser sur les entreprises québécoises ayant une grande expertise technique et à haute valeur ajoutée ;
- De favoriser les investissements directs des entreprises québécoises dans les pays africains ;
- De constituer un réseau d'anciens étudiants étrangers originaires des pays de l'Afrique francophone ayant étudié au Québec pour trouver des ponts entre le Québec et ces pays.

Introduction

L'Institut du Québec (IDQ) a pour mission d'étudier les éléments qui soutiennent la croissance économique du Québec. L'exportation est un élément essentiel de cette croissance. Selon Industrie Canada, le Québec a exporté plus de 85 milliards de dollars canadiens en biens (valeurs) en 2017, une augmentation par rapport à l'année précédente. En 2016, les exportations de biens et services en dollars courants représentaient 28,5 % du PIB mondial². Pour le Canada, cette proportion était de 30,8 %.

Naturellement, en raison de sa proximité géographique, les États-Unis sont les principaux clients des entreprises du Québec. Bon an mal an, c'est 70 % des exportations qui y sont dirigées. En fait, le portefeuille des clients des entreprises du Québec est mince : dix pays reçoivent plus de 85 % des exportations du Québec. La frousse entourant la fin possible de l'ALÉNA qu'a laissé planer l'administration américaine a

2 Banque mondiale, 2018.

Quelques
950 millions
Africains seront
des locuteurs
francophones en
2060, un bond de
258 % par rapport
à 2015.

mis en lumière les dangers que représente cette dépendance envers le marché américain pour les entreprises du Québec.

La signature des accords du Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), mais surtout de l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Europe met en évidence les efforts de diversification des marchés du Canada et du Québec. Dans le rapport intitulé *l'AECG avec l'Europe : évaluation des retombées pour le Québec*³, l'IdQ estimait que la signature de cet accord se traduirait par une augmentation des retombées de l'ordre de 324 M\$ pour le Québec d'ici 2022.

Est-ce suffisant? Dans la stratégie 2016-2020 du gouvernement du Québec, la diversification des territoires transcende les autres mesures mentionnées. Il demeure cependant difficile de se départir de la dépendance envers les marchés américains, surtout ceux du Nord-Est, sans présenter des solutions de rechange viables aux entreprises du Québec.

Ce rapport de l'IdQ a pour but de présenter des options viables de marchés d'exportation pour les entreprises du Québec. L'une des options envisagées est l'Afrique, surtout l'Afrique francophone. Rappelons que, selon les Nations Unies, 950 millions Africains seront des locuteurs francophones en 2060, soit une progression de 258 % par rapport à 2015 (369 millions personnes). Naturellement, l'absence de barrière de la langue est un avantage pour les entreprises du Québec. Ce rapport présentera en premier lieu l'état des exportations du Québec vers l'Afrique francophone puis présentera le potentiel de celle-ci par le biais d'un classement de 17 pays. Ensuite, une analyse basée sur 4 études de cas sera présentée.

Les exportations du Québec vers l'Afrique

Les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Québec depuis plusieurs décennies. Le tableau suivant démontre en absolu et en pourcentage les exportations du Québec vers ses dix principaux partenaires.

3 Atkinson et coll.

Tableau 1

Exportations du Québec pour les dix premières destinations internationales

(M\$ de 2017, %)

	Exportations	%
États-Unis	60 151	70,5
Chine	2 856	3,3
Mexique	1 755	2,1
France	1 693	2,0
Japon	1 363	1,6
Royaume-Uni	1 341	1,6
Allemagne	1 317	1,5
Suisse	1 065	1,2
Pays-Bas	1 041	1,2
Espagne	1 001	1,2
Sous-total	73 582	86,3
Autres	11 704	13,7
Total (tous les pays)	85 287	100,0

Source : Industrie Canada.

Les données par pays ne changent pas beaucoup d'une année à l'autre. La marge entre les exportations en direction des États-Unis et la Chine, le deuxième partenaire commercial en importance, est de plus de 65 points de pourcentage. Avec la signature de l'AECG, il sera intéressant de constater la progression de cette répartition.

Avec l'Afrique, les exportations québécoises demeurent marginales. Le tableau 2 présente les exportations du Québec vers divers pays de l'Afrique francophone, de même que les importations de la province.

Tableau 2

Exportations du Québec vers l'Afrique francophone en 2017 et importations du Québec

(\$ de 2017, %)

	Exportations	%	Importations	%
Burkina Faso	42 589 675	0,05	479 424	0,00
Sénégal	31 824 462	0,04	671 800	0,00
Mali	12 274 830	0,01	1 706 793	0,00
Cameroun	9 198 058	0,01	3 715 893	0,00
Bénin	5 374 299	0,01	82	0,00
Togo	3 623 325	0,00	1 358 795	0,00
Niger	2 304 640	0,00	293 825	0,00
Tchad	1 126 692	0,00	27 018	0,00
Rwanda	894 414	0,00	292 913	0,00
Burundi	61 624	0,00	39 034	0,00
Tunisie	18 958 792	0,02	32 240 184	0,04
Congo (anciennement Zaïre)	1 946 488	0,00	40 353 969	0,05
Guinée	6 835 706	0,01	62 244 433	0,08
Madagascar	4 674 520	0,01	80 020 172	0,10
Côte d'Ivoire	20 597 776	0,02	155 398 784	0,20
Maroc	34 941 666	0,04	196 357 057	0,25
Algérie	89 913 314	0,11	782 728 807	1,01
Sous-total	287 140 281	0,34	1 357 928 983	1,75
Autres	85 002 846 080	99,7	76 043 078 912	98,2
Total (tous les pays)	85 289 986 361	100,0	77 401 007 895	100,0

Source : Industrie Canada.

Actuellement, ces exportations sont marginales (à peine 1/3 % du total des exportations). Nous avons d'ailleurs une balance commerciale négative avec ces pays. Ces relations commerciales sont symptomatiques également du développement économique moins avancé de ces économies nationales. L'opportunité d'affaires ne se trouve pas nécessairement dans le secteur des biens, mais plutôt dans les services à haute valeur ajoutée, où se trouve l'avantage comparatif du Québec.

C'est le potentiel qui est intéressant. La croissance de la population de ces pays s'accroîtra au cours des prochaines années. Le tableau 3 et le graphique 1 présentent la croissance estimée des populations de ces pays au cours des prochaines années.

Tableau 3

Population des pays de l'Afrique francophone, du Canada et des États-Unis de 2015 à 2090

(n)

	2015	2030	2045	2060	2075	2090
Afrique de l'Est						
Burundi	10 199	15 799	22 999	31 498	40 532	49 285
Madagascar	24 234	35 592	49 013	63 595	77 946	90 777
Rwanda	11 630	16 024	20 529	24 254	26 834	28 059
Afrique centrale						
Cameroun	22 835	32 980	45 351	58 965	72 562	84 845
Tchad	14 009	21 460	30 439	40 132	49 532	57 522
République démocratique du Congo	76 197	120 443	176 961	239 149	300 058	351 969
Afrique du Nord						
Algérie	39 872	48 822	55 412	60 316	62 099	62 815
Maroc	34 803	40 874	44 798	46 710	46 607	45 175
Tunisie	11 274	12 842	13 681	14 064	13 898	13 599
Afrique de l'Ouest						
Bénin	10 576	15 628	21 742	28 413	35 058	41 008
Burkina Faso	18 111	27 382	39 024	51 778	64 467	75 652
Côte d'Ivoire	23 108	33 337	46 464	61 751	78 013	93 889
Guinée	12 092	17 631	24 424	31 778	38 882	45 026
Mali	17 468	27 057	39 542	53 154	66 437	77 564
Niger	19 897	34 994	58 628	90 655	128 363	167 455
Sénégal	14 977	22 123	30 859	40 507	50 289	59 482
Togo	7 417	10 507	14 079	17 712	21 104	23 869
Sous-total, Afrique francophone	368 697	533 495	733 945	954 430	1 172 681	1 367 990
Canada	35 950	40 618	44 011	46 629	48 959	50 675
États-Unis	319 929	354 712	382 059	404 562	425 494	439 873

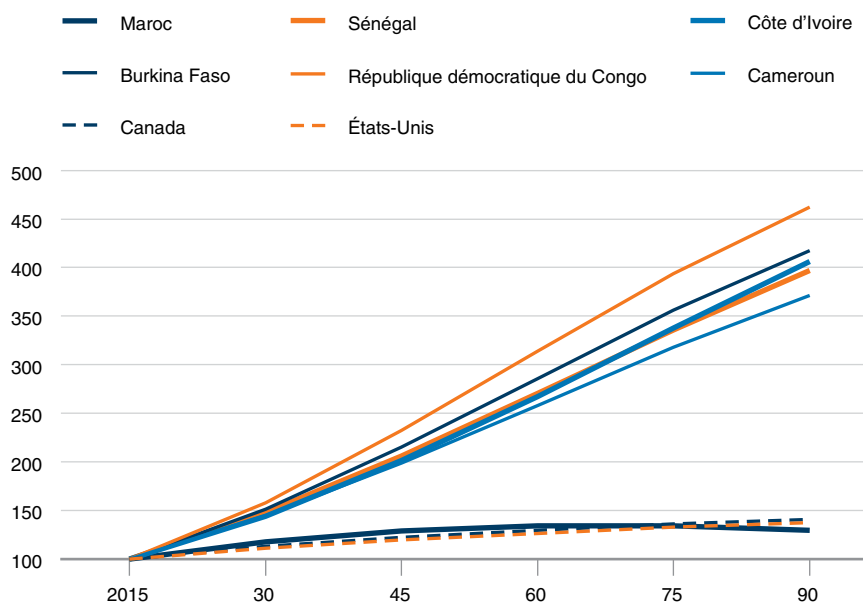
Source : Nations Unies.

Il faut souligner que cette locomotive démographique aura pour conséquence de stimuler une forte croissance économique. Dans le cas de l'Afrique francophone, cette croissance sera intéressante pour les entreprises du Québec.

Graphique 1

Évolution de la population de certains pays de l'Afrique francophone, du Canada et des États-Unis de 2015 à 2090

(2015 = 100)



Source : Nations Unies.

Le potentiel de l'Afrique francophone

Dans le rapport publié par l'Observatoire de la francophonie économique de l'Université de Montréal, on souligne à plusieurs reprises qu'après quelques années difficiles, l'économie africaine prend du mieux⁴. Le niveau de vie demeure tout de même assez faible et la possibilité d'attirer des investissements étrangers demeure un défi⁵. Cependant, on remarque de plus en plus une augmentation des échanges entre les pays francophones africains, et ce, malgré leur grande disparité et étalement sur l'ensemble du continent⁶.

4 Habarurema, 2018.

5 *Ibid.*

6 Kotchoni, 2018.

L'Afrique représente un fort potentiel de croissance économique conditionnel à l'intégration économique des jeunes et des femmes.

Il existe un fort potentiel de croissance économique conditionnel à l'intégration économique des jeunes et des femmes⁷. Le marché qui en découlera aura besoin de fournisseurs de biens et services. Bref, des opportunités pour les entreprises québécoises. Toutefois, tous ces pays africains ne sont pas nécessairement égaux en matière de débouchés économiques.

Pour déterminer quels sont les endroits les plus favorables aux entreprises du Québec dans le cadre économique de l'Afrique francophone, nous avons réalisé une analyse à partir de plusieurs indicateurs mesurant la performance socioéconomique des divers pays. Ces indicateurs sont regroupés en trois piliers : économie, institutions et connectivité. Ils permettent de classer les pays choisis selon leur performance dans chacun de ces piliers ainsi que pour l'ensemble des trois indices.

Ensuite, nous avons analysé séparément quatre pays choisis en fonction de leur potentiel de développement des relations commerciales avec le Québec, mais aussi en fonction du profil différent qu'ils présentent. Ces pays sont le Maroc, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Burkina Faso⁸. Chaque portrait comprend des informations (en annexe) sur la situation géographique, politique, économique ainsi que sur les relations commerciales de ces pays.

Analyse générale

La performance de 17 pays francophones d'Afrique a été évaluée à partir d'indicateurs couvrant trois piliers : économie, institutions et connectivité. Le pilier économique mesure l'état et le potentiel de croissance de l'économie de chaque pays ; le pilier institutionnel nous informe quant à la facilité d'y faire des affaires ; et le pilier connectivité nous donne un aperçu de l'étendue de l'infrastructure technologique. Pour ces trois piliers, 22 indicateurs ont été sélectionnés, lesquels sont présentés dans le tableau 4.

7 Boudarbat, 2018.

8 Il ne s'agit pas des pays qui apparaissent au sommet des classements de la première analyse. Nous avons voulu assurer une certaine diversité géographique du continent et ne pas nous concentrer uniquement sur des pays ayant des profils semblables.

Tableau 4
Indicateurs par pilier

Pilier économique	Pilier institutionnel	Pilier connectivité
PIB par habitant (PPA)	Temps nécessaire pour démarrer une entreprise	Pourcentage de la population utilisant l'Internet
Croissance du PIB sur cinq ans	Business Freedom Index	Nombre d'abonnements Internet haut débit sur réseau fixe par 100 personnes
Espérance de vie	Indice de corruption	Nombre d'abonnements à un réseau de téléphonie cellulaire par 100 personnes
Taux de chômage	Indice de démocratie	
Taux de pauvreté	Taux d'imposition total sur les profits	
Richesse moyenne par adulte		
Coefficient de GINI (revenus)		
Coefficient de GINI (richesse)		
Dette publique en pourcentage du PIB		
Taux d'inscription à l'éducation secondaire		
Échanges commerciaux en pourcentage du PIB		
Investissements directs étrangers – entrées nettes (% du PIB)		
Dépenses publiques en pourcentage du PIB		
Population		

Sources : Le Conference Board du Canada; l'Institut du Québec.

Pour chacun des 22 indicateurs, l'analyse comparative utilise un classement A-B-C-D afin de comparer la performance de chaque pays. Nous décernons une note alphabétique en calculant la différence entre la meilleure et la pire performance et divisons ce résultat par quatre. Un pays reçoit la note maximale « A » si son résultat se trouve dans le premier quartile, « B » si le résultat est dans le deuxième quartile, « C » si le résultat est dans le troisième quartile et « D » si le résultat est dans le dernier quartile. Le détail de la méthodologie et des sources de données est présenté en annexe A.

Naturellement, nous connaissons les limites d'une telle méthodologie. Par exemple, bien qu'importante, la connectivité n'a pas nécessairement le même impact sur les entreprises que la gouvernance ou le potentiel

économique. D'ailleurs, la connectivité demeure un enjeu majeur pour les pays africains et il existe une grande disparité entre ceux-ci⁹. Ainsi, le pilier économie a une pondération de 60 %, le pilier institutionnel a une pondération de 25 % et le pilier connectivité une pondération de 15 % dans le classement général.

Le but est de classer le plus objectivement possible les pays pour leur potentiel sans a priori. Le lecteur observera d'ailleurs que les trois pays qui sont au sommet du classement sont ceux du Maghreb.

Résultats

Le Maroc obtient le résultat le plus élevé parmi les pays considérés, arrivant deuxième dans le pilier économie, quatrième dans le pilier des institutions et premier de classe dans le pilier connectivité. L'Algérie suit grâce au meilleur résultat de tous les pays analysés dans le pilier économie, mais obtient un résultat médiocre par rapport au pilier institutions. La Tunisie suit de très près, compensant son résultat économique « B » avec de fortes performances dans les deux autres piliers. Finalement, La Côte d'Ivoire et le Sénégal ferment la marche du top 5. Le tableau 5 présente les résultats globaux. L'annexe B et les suivantes présente les résultats par pilier.

Tableau 5
Classement global

Rang	Pays	Note
1	Maroc	A
2	Algérie	A
3	Tunisie	A
4	Côte d'Ivoire	B
5	Sénégal	B
6	Rwanda	B
7	Bénin	B
8	Burkina Faso	C
9	Mali	C
10	Cameroun	C

(à suivre...)

9 Organisation internationale de la francophonie, 2018.

Tableau 5 (suite)

Classement global

Rang	Pays	Note
11	Madagascar	C
12	Niger	C
13	République démocratique du Congo	C
14	Togo	C
15	Guinée	D
16	Burundi	D
17	Tchad	D

Sources : Le Conference Board du Canada ; l'Institut du Québec.

Malgré ce classement, chacun des pays présente des opportunités d'affaires. La note au classement peut être utilisée comme baromètre pour mesurer le risque de faire des affaires dans l'un ou l'autre de ces marchés.

Ainsi, afin de dresser un portrait équilibré des différentes opportunités en Afrique francophone, nous avons choisi d'examiner en détail quatre marchés à des stades différents de développement économique, soit celui ayant obtenu la meilleure performance au classement (**le Maroc**), les deux premiers pays parmi ceux ayant obtenu un « B » (**la Côte d'Ivoire et le Sénégal**) et le pays ayant obtenu le meilleur résultat parmi ceux ayant obtenu un « C » (**le Burkina Faso**).

Occasions d'affaires du Québec avec quatre pays sélectionnés de l'Afrique francophone

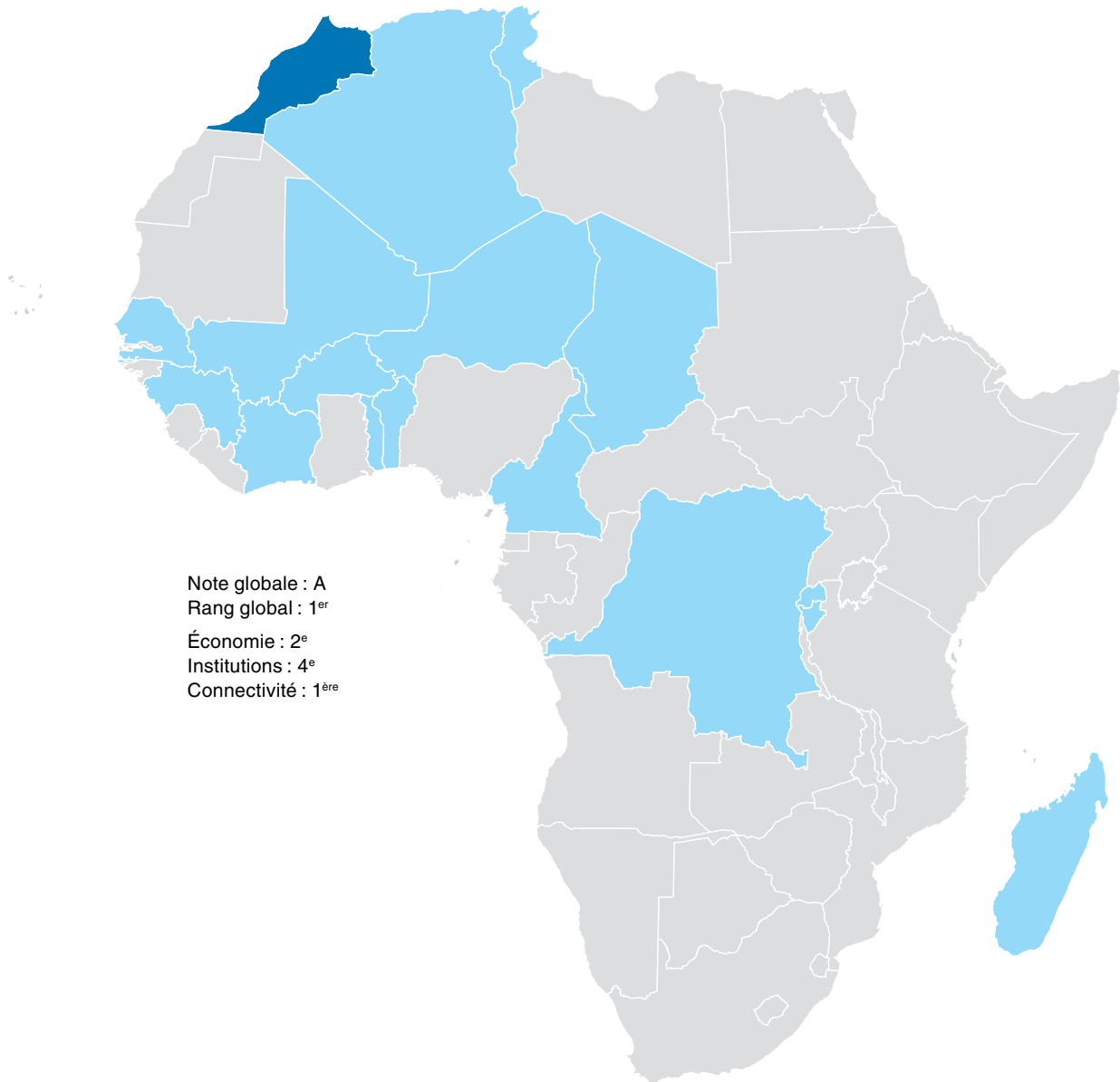
Maroc

Résultats de l'analyse comparative

Économie

Du côté de nos indicateurs économiques, le Maroc arrive deuxième de classe, derrière l'Algérie. Le pays fait bien en ce qui concerne le PIB par habitant (8 164 \$ US), l'espérance de vie (75 ans), le taux de pauvreté

Figure 1
Maroc – portrait global



Sources : Le Conference Board du Canada, l'Institut du Québec.

Premier de classe, le Maroc est la deuxième plus grande économie du classement et la cinquième du continent africain.

(3,1 % de la population vit avec moins de 1,90 \$ US par jour), ce qui place le Maroc en 11^e position. Par contre, on note que la croissance du PIB sur cinq ans est un peu plus faible que celle de certains pays moins développés (4,0 %).

Institutions

Du côté des institutions, le Maroc obtient un « A » et arrive quatrième au classement. Le pays obtient un bon résultat selon l'indice « Business Freedom » (67,7 sur 100), mais obtient un « C » selon l'indice de corruption (37 sur 100).

Connectivité

Côté connectivité, le Maroc arrive premier de classe, avec 3,7 abonnements Internet par tranche de 100 personnes et 120,7 abonnements cellulaires par tranche de 100 personnes.

Portrait global

Le Maroc arrive premier dans notre classement global. C'est la deuxième plus grande économie parmi les pays de notre classement et la cinquième dans le continent africain. Le pays a fait des progrès quant à la protection des droits de la personne depuis le tournant du siècle, mais plus particulièrement depuis la nouvelle Constitution adoptée en 2011¹⁰. Cependant, il existe encore des écarts entre les hommes et les femmes au niveau de la composition de la population active, ce qui pose un frein à la croissance économique du pays¹¹. En effet, en 2014, le taux de participation des hommes au Maroc avoisinait 75 % alors que celui des femmes n'était que de 25 %¹². Le bassin de population marocain est jeune, avec 17 % de la population ayant entre 15 et 24 ans et 42 % se trouvant dans la tranche des 25 à 54 ans¹³. Par contre, tout comme dans les pays développés, le vieillissement de la population s'accélère¹⁴.

10 Fonds monétaire international, *Morocco : Selected Issues*.

11 *Ibid.*

12 *Ibid.*

13 Central Intelligence Agency, *The World Factbook: Morocco*.

14 *Ibid.*

Occasions d'affaires pour le Québec

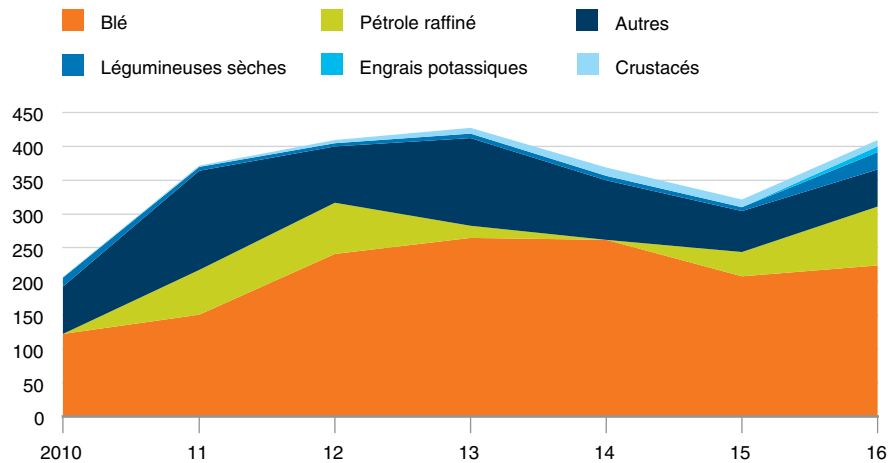
Portrait des échanges commerciaux et investissements étrangers

En 2016, les exportations canadiennes de biens à destination du Maroc représentaient 1,0 % de toutes les importations marocaines, ce qui lui vaut le 25^e rang des pays exportant au Maroc. Le blé était le plus grand produit canadien importé par le Maroc, représentant plus de la moitié des achats marocains en provenance du Canada. En outre, le Maroc achète du pétrole raffiné, des légumineuses, des engrais potassiques et des crustacés sulfure (graphique 2).

Graphique 2

Produits d'exportation canadiens vers le Maroc

(en M\$ US, 2017)



Source : The Observatory of Economic Complexity.

De l'autre côté, le Canada ne recevait que 0,7 % des exportations marocaines en 2016, ce qui lui vaut le 23^e rang des pays important des biens marocains (tableau 6). Par contre, le Maroc n'est pas un fournisseur important du Canada alors que les biens d'origine marocaine ne représentent que 0,1 % de l'ensemble des importations canadiennes. Notons cependant que le Maroc est le cinquième fournisseur africain du Canada, à égalité avec la Côte d'Ivoire (6,1 % des importations en

provenance d'Afrique) et derrière l'Algérie, le Nigéria, l'Égypte et l'Afrique du Sud.

Quant au commerce avec le Québec, parmi les pays de notre analyse comparative, le Maroc était la troisième destination des exportations québécoises de biens en 2016 (derrière le Burkina Faso et l'Algérie). Sur l'horizon 2011-2016, le Maroc a reçu 22,2 % des exportations québécoises vers les pays du classement, ce qui le hisse au premier rang. La province y exporte majoritairement des pièces d'avions et d'hélicoptères, du papier journal et du bois.

Tableau 6
Échanges commerciaux du Maroc avec d'autres pays en 2016
(%)

Rang	Fournisseur	Part des importations (%)	Rang	Client	Part des exportations (%)
1	Espagne	16,0	1	Espagne	24,0
2	France	13,0	2	France	21,0
3	Chine	9,2	3	Italie	4,7
4	États-Unis	6,4	4	États-Unis	3,5
5	Allemagne	5,9	5	Inde	3,4
6	Italie	5,5	6	Turquie	3,4
7	Turquie	4,5	7	Royaume-Uni	3,0
8	Portugal	3,0	8	Allemagne	2,8
25	Canada	0,9	23	Canada	0,7

Source : The Observatory for Economic Complexity, 2016.

Comme pour les autres pays analysés ici, le commerce de biens semble dominé par les pays de l'Europe, de l'Asie et des États-Unis. Les opportunités pour le Québec se trouvent assurément dans les secteurs de **l'investissement direct étranger et du commerce de services**. Par contre, **le Maroc et le Canada n'ont pas d'accord de promotion et de protection des investissements, contrairement aux autres pays analysés ici.**

Le Maroc vise à développer l'automobile, l'aéronautique et les énergies renouvelables, trois industries où le Québec possède de l'expertise.

Aligner les priorités du gouvernement marocain et les forces du Québec

Nous retenons particulièrement le désir du Maroc de poursuivre le développement des secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et des énergies renouvelables, trois industries où le Québec possède de l'expertise¹⁵. Fait particulier, quoique des joueurs de taille occupent déjà des espaces importants dans ces industries (pensons à Renault et à PSA Peugeot Citroën dans l'automobile), il y a une volonté au Maroc de développer des grappes industrielles¹⁶. Ainsi, il y a des opportunités pour les entreprises œuvrant dans la chaîne de valeur de ces secteurs. Par exemple, on note un manque à combler au Maroc pour ce qui est des fournisseurs de pneus, de jantes et d'acier¹⁷. La canadienne Linamar, firme spécialisée dans l'usinage de précision de groupes motopropulseurs du secteur automobile¹⁸, a d'ailleurs annoncé la construction d'une usine de composantes pour desservir le site de PSA Peugeot à Kenitra¹⁹. Qui plus est, le Maroc offre des subventions et a un Fonds de développement pour appuyer les investissements dans les écosystèmes industriels²⁰.

Nous faisons le même constat du côté de l'aéronautique. La présence de Bombardier²¹ et d'autres grands joueurs au Maroc soutient le développement de filières telles que le câblage, la mécanique et l'assemblage²². Du côté des énergies renouvelables, le potentiel solaire et éolien du Maroc est grand²³. Les firmes canadiennes déjà présentes ailleurs dans le continent pourraient profiter des efforts du Maroc pour se rapprocher économiquement des pays de l'Afrique subsaharienne,

15 Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie Numérique du Maroc, *Les secteurs industriels*.

16 Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie Numérique du Maroc, *Automobile*.

17 Pierre-Olivier Rouaud, « Maroc : le secteur automobile en pleine expansion. »

18 Linamar, *Secteurs*.

19 *L'Usine Nouvelle*, « Automobile au Maroc : le canadien Linamar va construire une usine de moteurs pour PSA. »

20 Agence marocaine de développement des investissements et des exportations, *Fonds de Développement Industriel et de l'Investissement*.

21 Bombardier, *Maroc*.

22 Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie Numérique du Maroc, *Aéronautique*.

23 Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie Numérique du Maroc, *Énergies renouvelables*.

Le bureau du Québec à Rabat est un partenaire privilégié pour les entreprises du Québec.

par l'entremise d'accords de libre-échange et de promotion et protection des investissements²⁴. Finalement, rappelons la présence d'un bureau du Québec à Rabat qui est un partenaire privilégié pour les entreprises du Québec.

Finalement, le pays investit massivement en infrastructures, et donc, il y existe des possibilités pour les experts québécois en services-conseils (notamment en ingénierie). Pensons, par exemple, à la centrale solaire Noor et aux nouveaux chantiers en cours (Noor II, Noor III et Noor IV), dont l'enveloppe totale se chiffre autour de 2 G\$ €^{25,26}. D'ici 2020, le Maroc a aussi des ambitions de construire et de moderniser des ports en eau profonde, de multiplier les chantiers de transport en commun et d'ajouter des lignes ferroviaires et des trains à grande vitesse²⁷.

Côte d'Ivoire

Résultats de l'analyse comparative

Économie

La Côte d'Ivoire obtient la note globale de « B » dans le pilier économie, derrière l'Algérie, le Maroc, le Cameroun et la République démocratique du Congo. Le pays se distingue, notamment, par rapport aux indicateurs suivants : PIB par habitant (3316 \$ US), richesse médiane par adulte (742 \$ US), croissance moyenne sur cinq ans du PIB (6,3 %) et taux de pauvreté (27,9 % de la population vit avec moins de 1,90 \$ US par jour). Le pays fait moins bonne figure pour ce qui est de l'espérance de vie (53 ans) et du taux d'inscription au secondaire (43,9 %).

Institutions

Dans le pilier des institutions, la Côte d'Ivoire obtient aussi un « B », arrivant 6^e de classe. Ses meilleures performances sont au niveau de l'indicateur « Business Freedom » avec une note de 62 sur 100 et par rapport au temps requis pour démarrer une entreprise (sept jours

24 Ministère de l'Économie et des Finances, *Note au sujet des accords de promotion et de protection réciproque des investissements*.

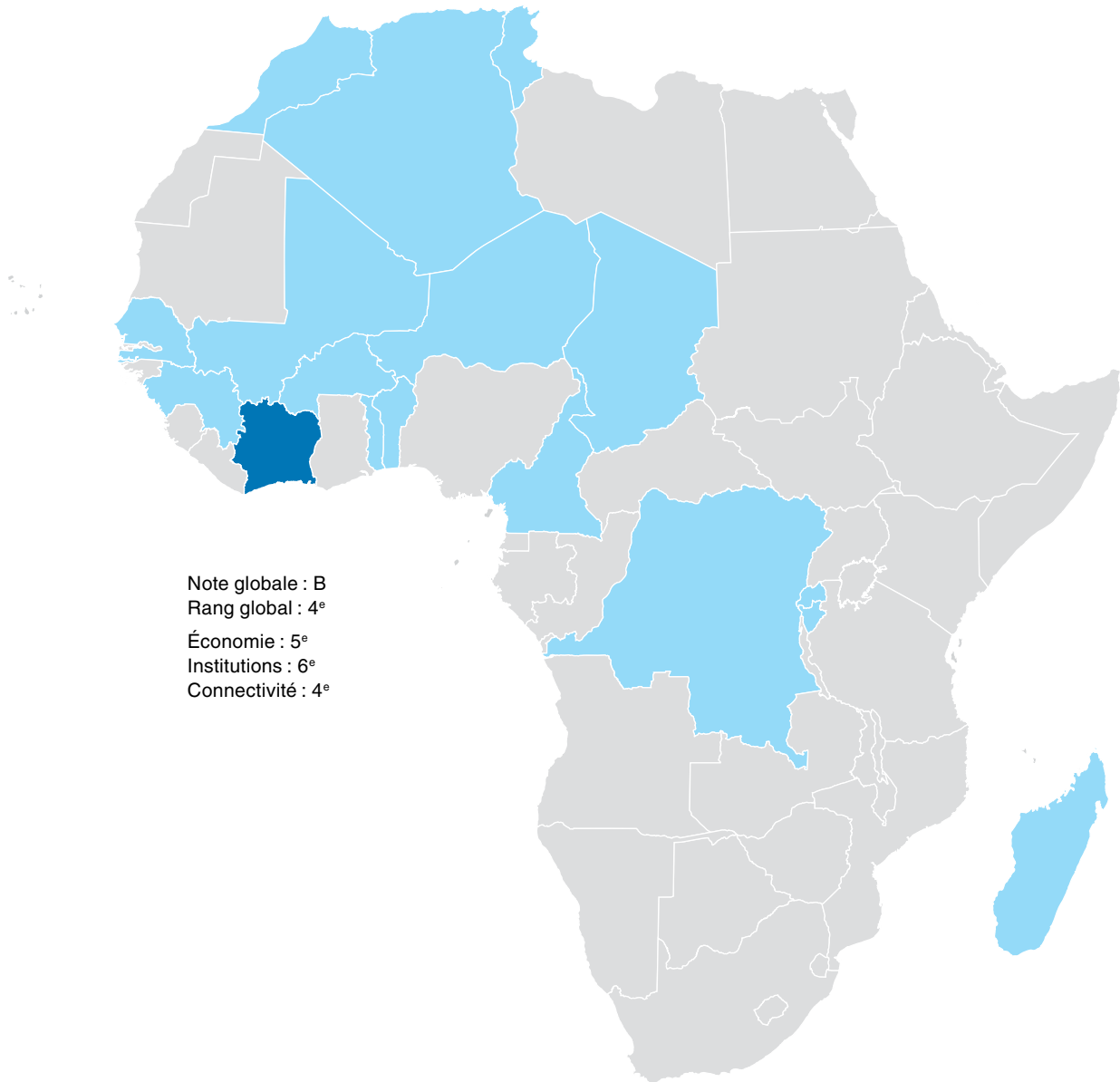
25 Groupe de la Banque africaine de développement, *NOOR*.

26 *Atlas Info*, « Énergie solaire : le Maroc a réalisé une avancée pionnière. »

27 Viviane Forson, « Infrastructures : la Chine lance son plus grand chantier africain au Maroc. »

Figure 2

Côte d'Ivoire – portrait global



Sources : Le Conference Board du Canada, l'Institut du Québec.

La Côte d'Ivoire est un pays à fort potentiel de croissance. Le Québec y a exporté des biens évalués à plus de 20 M\$ en 2017.

ouvrables). D'un autre côté, le pays ne fait pas très bien en ce qui a trait aux indices de démocratie et de corruption (3,8 sur 10 et 34 sur 100, respectivement).

Connectivité

Dans le pilier connectivité, la Côte d'Ivoire obtient également un « B », arrivant 4^e de classe. On note particulièrement le nombre élevé d'abonnements cellulaires (126 abonnements par tranche de 100 personnes), ainsi qu'un bon nombre d'abonnements Internet (0,6 par tranche de 100 personnes).

Portrait global

Parmi les pays se situant en tête de notre classement, la Côte d'Ivoire en est un à fort potentiel de croissance, grâce à une situation politique relativement stable, une situation géographique favorable et des institutions en développement. De plus, le pays comprend un bassin de population important (estimé à 23 millions d'individus), dont près de 25 % se trouvent dans les quatre plus grandes régions métropolitaines : Abidjan, Bouaké, Daloa et Yamoussoukro²⁸.

Occasions d'affaires pour le Québec

Portrait des échanges commerciaux et investissements étrangers

En 2015, les exportations canadiennes de biens à destination de la Côte d'Ivoire ne représentaient que 0,6 % de l'ensemble des importations ivoiriennes, ce qui lui vaut le 29^e rang des pays exportant en Côte d'Ivoire. Les principaux biens canadiens exportés dans ce pays étaient des avions et hélicoptères, du blé, et des engrais potassiques.

Du côté des exportations de la Côte d'Ivoire vers le Canada, elles s'élèvent à 1,9 %, ce qui classe le Canada au 19^e rang des pays achetant des biens ivoiriens. Les exportations de la Côte d'Ivoire vers le Canada étaient principalement constituées de fèves de cacao, de sous-produits de cacao, et de pétrole brut.

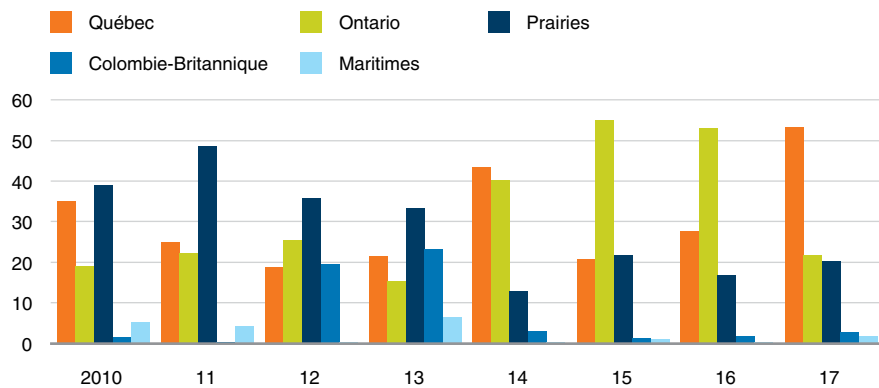
28 World Population Review, *Population of Cities of Ivory Coast*.

En ce qui concerne le Québec, la province a exporté des biens d'une valeur de plus de 20 M\$ à la Côte d'Ivoire en 2017, une hausse par rapport aux 7,8 M\$ en biens exportés en 2010. De plus, les exportations québécoises en Côte d'Ivoire représentent, d'année en année, entre 20 % et 50 % des exportations canadiennes vers ce pays africain.

De 2011 à 2016, les principaux produits manufacturés exportés du Québec en Côte d'Ivoire étaient des moteurs à allumage par étincelles, du papier journal, des instruments utilisant du rayonnement optique et des niveleuses. Notons que les différents moteurs à allumage par étincelles représentaient plus des trois quarts des exportations québécoises vers la Côte d'Ivoire en 2016 (graphique 3).

Graphique 3

Exportations par province canadienne et par année en Côte d'Ivoire (%)



Source : Innovation, Sciences et Développement économique Canada.

Bien que l'on perçoive un effort pour intensifier les échanges de biens entre le Québec et la Côte d'Ivoire, et que les institutions nécessaires pour stimuler le commerce existent, il semblerait difficile pour le Québec de gagner des parts de marché significatives en Côte d'Ivoire. Cette situation peut s'expliquer par la place prépondérante qu'occupent déjà les pays de l'Union européenne, ainsi que la Chine, dans le marché des biens ivoirien. L'accord de libre-échange UE-Côte d'Ivoire renforce encore plus les liens d'affaires déjà existants entre ces régions.

D'ailleurs, selon le ministre ivoirien du Commerce, de 2014 à 2016, les échanges entre la Chine et la Côte d'Ivoire ont sextuplé. La Chine est maintenant le premier fournisseur et troisième partenaire commercial ivoirien. Les opportunités d'affaires pour le Canada et le Québec en Côte d'Ivoire se **trouvent peut-être plus du côté des services et de l'investissement direct étranger.**

D'ailleurs, **le Canada et la Côte d'Ivoire ont signé un accord de promotion et protection des investissements.**

Aligner les priorités du gouvernement ivoirien et les forces du Québec

Le potentiel est donc encore grand en Côte d'Ivoire et il présente l'un des profils les plus attrayants pour le Québec. À cet effet, la Côte d'Ivoire s'est engagée dans un vaste projet d'industrialisation, dont les investissements clés sont concentrés dans les infrastructures, les transports et les télécommunications, trois domaines pouvant profiter non seulement de l'importation de biens et matériaux, mais surtout du partage de connaissances.

Afin de contrebalancer les effets de la diminution des terres cultivables et du bas prix des matières premières, le pays a récemment mis en œuvre son nouveau Plan national de développement (PND) 2016-2020. Celui-ci met l'accent sur :

- La diversification de l'appareil productif, particulièrement l'amélioration du taux de transformation des matières premières ;
- Le développement de chaînes de valeurs complètes des filières agricoles ; et
- La consolidation du développement du secteur des mines.

Qui plus est, la Côte d'Ivoire prévoit que plus de 60 % des besoins en investissements identifiés dans le PND proviendront du secteur privé²⁹.

Les domaines identifiés dans le PND présentent certainement des occasions d'affaires pour les entreprises et professionnels québécois, calés en transformation alimentaire (au Québec, ce secteur a affiché

29 Groupe consultatif PND 2016-2020, « Résumé PND 2016-2020. »

une croissance plus rapide que le secteur de la fabrication au cours des 25 dernières années). Le Québec aussi fait bonne figure dans le secteur minier, grâce à une expertise géologique mondiale et un riche potentiel minéral.

D'autres secteurs où les priorités ivoiriennes s'alignent avec l'expertise québécoise incluent le développement de la formation technique (afin de mieux outiller les citoyens pour répondre aux besoins d'un nouveau marché de l'emploi), la mise en place d'une infrastructure de données géospatiales et le développement du réseau électrique et énergétique³⁰. Ce dernier secteur devrait être de grand intérêt pour le Québec, puisque la Côte d'Ivoire cherche à satisfaire une demande intérieure toujours croissante, mais surtout à devenir un géant électrique régional³¹. Le pays a même inauguré son plus grand barrage hydroélectrique en 2017, lequel est financé à 85 % par des intérêts chinois.

Bien que le consortium Bombardier-Samsung n'ait pas obtenu le contrat pour la construction de la ligne 1 du métro d'Abidjan, la porte n'est pas fermée pour une participation québécoise lors de futurs projets de transport en commun. Ceci est aussi vrai pour la construction d'institutions médicales et d'éducation. Par exemple, le centre national de radiothérapie et d'oncologie d'Abidjan, inauguré tôt en 2018, a été construit en partenariat technique avec une société marocaine qui en assurera une partie du fonctionnement.

Par ailleurs, d'ici 2020, la Côte d'Ivoire s'est engagée dans diverses initiatives afin d'améliorer la gouvernance des institutions publiques et de dynamiser le secteur privé.

Quelques exemples de ces initiatives sont présentés ici-bas³² :

- Améliorer la gouvernance des institutions publiques ;
- Renforcer la qualité des institutions et de la gouvernance (par exemple, la création de la Cour d'appel du tribunal du commerce à la fin de 2017) ;
- Renforcer l'intégration régionale et la coopération internationale ;
- Créer une agence de promotion des échanges commerciaux ;

30 Nialé Kaba, « Plan national de développement 2016-2020. »

31 *La Tribune Afrique*, « La Côte d'Ivoire se positionne en puissance électrique régionale. »

32 Groupe consultatif PND 2016-2020, « Résumé PND 2016-2020. »

- Instaurer un identifiant unique pour les entreprises ;
- Moderniser le système postal, incluant l'agrandissement du réseau et l'adressage des districts, villes et communes ; et
- Accroître l'implication du secteur privé dans la gouvernance des universités et des grandes écoles publiques.

Dynamiser le secteur privé

- Développer le secteur des assurances ;
- Soutenir l'innovation et le développement technologique ;
- Revitaliser les zones industrielles existantes ;
- Améliorer la qualité et l'image des produits ivoiriens, y compris l'emballage ; et
- Développer des pôles agro-industriels.

Ces initiatives, et d'autres relevées dans le PND, peuvent donner lieu à des occasions d'affaires intéressantes pour les entreprises québécoises œuvrant dans des domaines aussi variés que le génie, le marketing, la consultation, les assurances, la finance, la gouvernance des entreprises et des institutions publiques, la gestion de projets de développement, etc.

Par contre, pour profiter de cet éventail d'opportunités, les entreprises québécoises doivent s'outiller et s'informer. Il est difficile de naviguer l'espace économique d'un pays en émergence et dont les institutions se développent encore. Ce besoin de services d'experts-conseils présente également des opportunités pour les professionnels québécois ayant une expertise sur le continent. Par exemple, un cabinet de droit spécialisé en droit des affaires africain est un allié de force pour toute entreprise cherchant à faire affaire en Côte d'Ivoire.

Le nouveau bureau du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec à Abidjan représente une source d'appui et d'informations supplémentaires. Le bureau du Québec à Abidjan (BQA) a comme objectif d'offrir de nouvelles occasions de coopération et de

S'il tire de l'arrière par rapport au poids de la dette publique et au faible taux d'inscription au secondaire, le Sénégal se distingue par rapport à ses institutions.

représenter le Québec auprès d'organisations internationales dans la capitale ivoirienne³³.

Pour le BQA, les secteurs de collaboration prioritaires sont l'éducation, la formation technique et professionnelle, la sécurité alimentaire et le développement durable³⁴. Ce bureau sert aussi de point d'appui aux organisations québécoises de coopération internationale souhaitant établir des activités en Côte d'Ivoire³⁵.

Sénégal

Résultats de l'analyse comparative

Économie

Du côté de nos indicateurs économiques, le Sénégal obtient la note de « C », arrivant 11^e de classe. Le pays fait bien en termes de PIB par habitant (2451 \$ US) et de richesse médiane par adulte (784 \$ US), mais cela ne suffit pas à contrebalancer de moins bonnes performances en ce qui a trait à la dette publique (56 % du PIB), la croissance du PIB sur cinq ans (4,2 %) et le taux d'inscription au secondaire (49,6 %).

Institutions

Le pays compense pour sa contreperformance économique dans le pilier institutionnel, obtenant un « A » derrière seulement le Rwanda. On remarque une bonne performance par rapport à l'indice démocratique (6,2 sur 10) et au temps requis pour démarrer une entreprise (six jours ouvrables).

Connectivité

Le Sénégal fait aussi bonne figure dans le pilier connectivité, obtenant un « B ». Le nombre d'abonnements Internet est de 0,6 par tranche de 100 personnes et le nombre d'abonnements cellulaires, de 98,7 par tranche de 100 personnes.

33 Entreprises Québec, « Ouverture du bureau du Québec à Abidjan, en Côte d'Ivoire. »

34 *Ibid.*

35 Relations internationales et Francophonie Québec, « Le Québec s'établit en Côte d'Ivoire. »

Figure 3
Sénégal – portrait global



Sources : Le Conference Board du Canada, l'Institut du Québec.

Le Sénégal
où règne une
stabilité politique
de longue durée
est un marché
intéressant pour
les investisseurs.

Portrait global

Le quatrième pays identifié dans notre classement est le Sénégal qui performe particulièrement bien dans le pilier institutionnel. La taille de l'économie est inférieure à celle de la Côte d'Ivoire, mais une stabilité politique de plus longue durée rend le Sénégal très intéressant aux yeux des investisseurs étrangers. Le fait que le pays n'ait pas subi de coups d'État à ce jour³⁶ (malgré qu'on y dénonce encore des arrestations politiques) a probablement contribué à un développement plus poussé des institutions, ce qui, à son tour, renforce la confiance de la communauté internationale et soutient l'accroissement de l'investissement direct étranger³⁷. Le bassin de population sénégalais est jeune et en croissance rapide (60 % de la population est âgée de 25 ans et moins)³⁸. Les trois plus grandes régions métropolitaines, Dakar, Touba et Thiès comptent pour 30 % de la population et représentent possiblement une grande partie des occasions d'affaires.

Occasions d'affaires pour le Québec

Portrait des échanges commerciaux et investissements étrangers

En 2016, les exportations canadiennes de biens à destination du Sénégal ne représentaient que 0,4 % de toutes les importations sénégalaises, ce qui fait du Canada le 39^e pays exportateur en importance au Sénégal. Les principaux produits canadiens importés par le Sénégal étaient du blé et d'autres graines oléagineuses, des voitures et des produits de papier.

En revanche, le Canada ne recevait même pas 0,1 % des exportations sénégalaises en 2016, ce qui lui vaut le 61^e rang des pays importateurs de biens du Sénégal. De plus, les biens sénégalais comptaient pour une proportion encore plus négligeable de toutes les importations canadiennes.

36 Freedom House, « In Senegal, Years of Frustration Come to a Head. »

37 Deloitte, *Invest in Senegal, A Competitive Investment Destination in West Africa*.

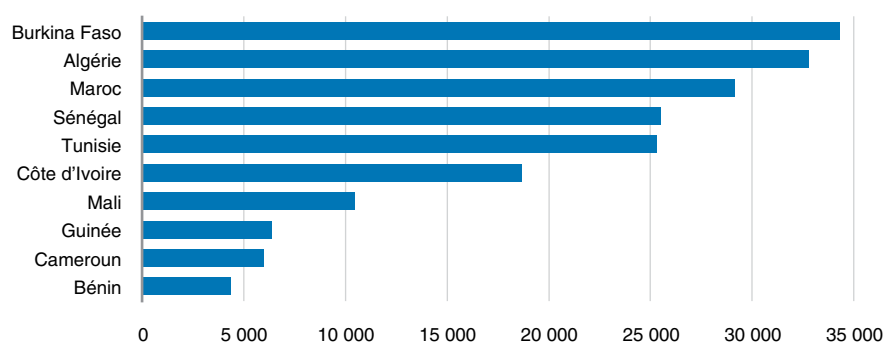
38 Édouard Préfontaine, *Culture et pratiques d'affaires en Afrique*.

Malgré ces chiffres dénotant un faible niveau de commerce entre les deux pays, notons que parmi les pays de notre classement, le Sénégal est la quatrième destination des exportations québécoises de biens, derrière le Burkina Faso, l'Algérie et le Maroc (2016). La province y exporte, entre autres, des moteurs à allumage par étincelles et des constructions préfabriquées. De plus, depuis 2011, les exportations québécoises de biens vers le Sénégal sont en hausse de 16,2 % par année en moyenne, se chiffrant à plus de 25 M\$ CA en 2016 (graphique 4).

Graphique 4

Exportations de biens du Québec vers certains pays en 2016

(en milliers de dollars CA, 2016)



Source : Innovation, Sciences et Développement économique Canada.

Le Sénégal est la 4^e destination des exportations québécoises parmi les pays du classement (milliers de dollars CA, 2016).

Tout comme en Côte d'Ivoire, les opportunités d'affaires pour le Québec ne se situent pas principalement au niveau du commerce des biens. Même si les exportations québécoises au Sénégal s'accroissent, la majorité du marché est dominé par l'Europe et l'Asie qui comptent pour plus des trois quarts des importations sénégalaises. Notons que le Canada et le Sénégal ont signé un accord sur la promotion et la protection des investissements, accord qui est actuellement en vigueur, ce qui ouvre la porte à l'investissement direct étranger.

Aligner les priorités du gouvernement sénégalais et les forces du Québec

La priorité au Sénégal est d'avoir un pays « émergent en 2035 avec une société solidaire dans un État de droit »³⁹. Afin d'arriver à ce but, le Plan Sénégal Émergent (PSE) met en valeur le besoin d'établir des programmes de décollage économique, de protection sociale, d'accès aux services sociaux et de bonne gouvernance. Les objectifs économiques concrets incluent le besoin d'attirer des investissements étrangers, la diversification de l'économie et l'intégration dans l'économie mondiale.

Pour y arriver, le PSE fait état du besoin d'améliorer l'accès à l'énergie, aux infrastructures de soutien à la production et au financement. Tout comme en Côte d'Ivoire, les opportunités pour le Québec sont concentrées davantage dans les services et le partage d'expertise technique. Le PSE identifie également des défis à relever au Sénégal. Parmi ces défis, certains semblent tomber dans le champ d'expertise québécois, notamment la production d'énergie suffisante et à un coût compétitif, l'adéquation entre la formation et les besoins en main-d'œuvre de l'économie et la gestion durable des ressources naturelles⁴⁰.

De plus, le développement du secteur minier au Sénégal représente un potentiel industriel intéressant pour les entreprises québécoises dans les secteurs du génie, de l'exploration minière, des transports et de la logistique. D'autres priorités sénégalaises qui s'alignent avec l'expertise québécoise incluent le développement du secteur de la transformation agricole, le développement des services publics, le positionnement du Sénégal comme destination touristique et le développement des partenariats publics privés (PPP) et des petites et moyennes entreprises (PME)⁴¹.

La liste des projets clés dans ces domaines inclut :

- L'établissement de pôles de transformation agroalimentaire (particulièrement pour la transformation de fruits et légumes, d'huiles, de produits laitiers et de céréales);

39 République du Sénégal, *Plan Sénégal Émergent*.

40 *Ibid.*

41 *Ibid.*

Le Sénégal est à la recherche constante de partenaires et d'investisseurs pour les nombreux projets d'infrastructures au pays.

- La création d'un pôle manufacturier (la production navale, le câblage automobile, et la sidérurgie comptent parmi les secteurs manufacturiers visés) et la modernisation du port de Dakar;
- La relance de l'exploitation de fer et l'augmentation de l'exploitation de phosphate, d'acide phosphorique et d'or; et
- La création de nouveaux lycées professionnels spécialisés mettant l'accent sur les sciences et les techniques et la diversification des sources d'énergie (incluant, entre autres, l'hydroélectricité).

Le Sénégal est à la recherche constante de partenaires et d'investisseurs pour les nombreux projets d'infrastructures au pays. Ainsi, Omexom (marque faisant partie du groupe VINCI Énergies) a décroché un contrat d'installation de cinq postes électriques au Sénégal et Alstom a décroché le contrat pour les trains du TER (Train Express Régional) de Dakar^{42,43}. Le développement de Diamniadio, et le futur développement d'autres centres urbains, présentent certainement des occasions d'affaires intéressantes pour le Québec au Sénégal. Rappelons aussi que la délégation générale du Québec à Dakar est un partenaire privilégié pour les entreprises du Québec.

L'expertise en génie, en consultation, en finance (particulièrement en microfinance) et en gouvernance d'entreprises et d'institutions publiques demeurera en forte demande au Sénégal au cours des prochaines années. Tout comme en Côte d'Ivoire, ceci est surtout vrai puisqu'il semble y avoir une pénurie de professionnels pour soutenir le développement du pays⁴⁴.

Burkina Faso

Résultats de l'analyse comparative

Économie

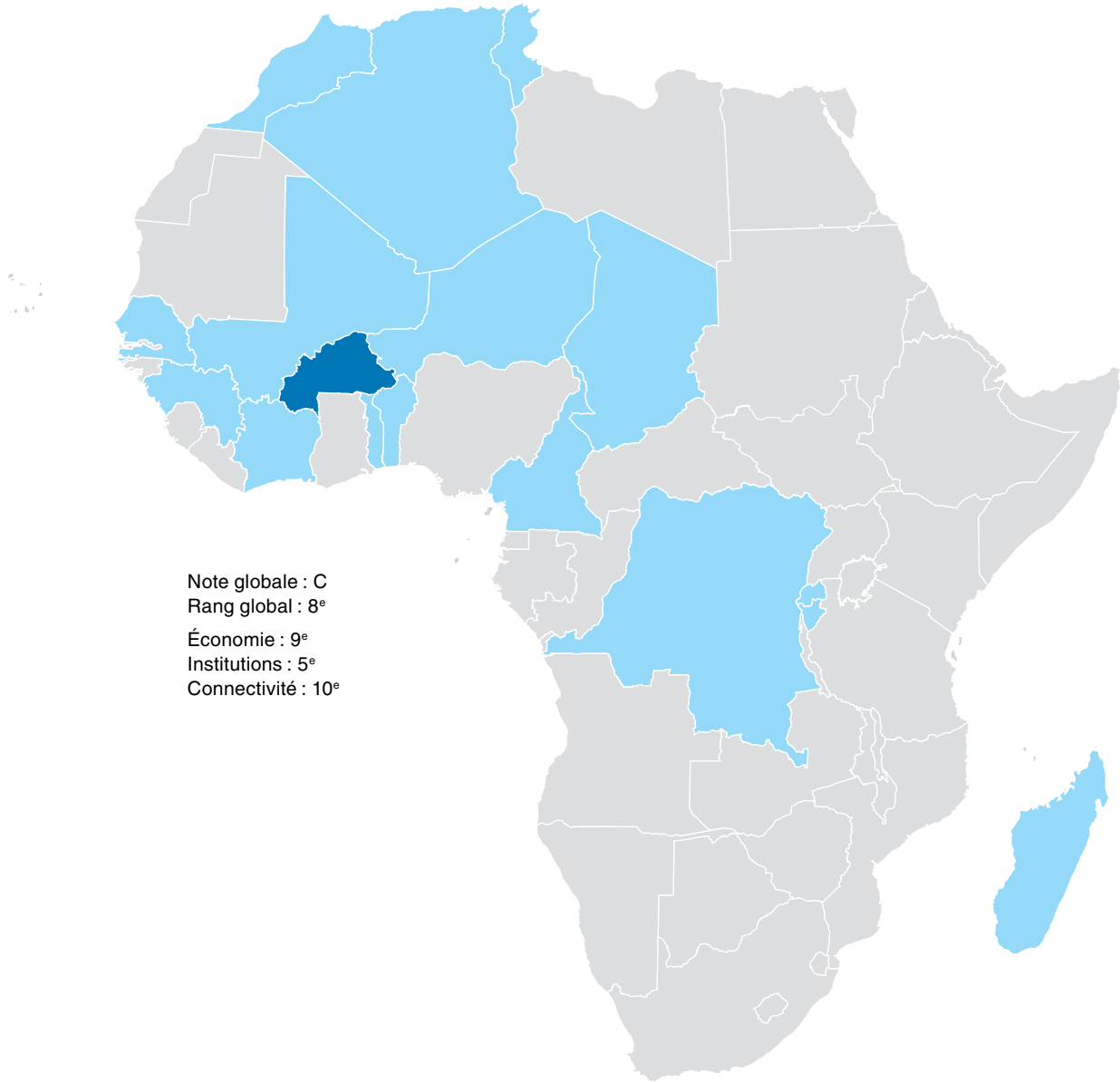
Neuvième de classe dans le pilier économique, le Burkina Faso obtient la note globale de « C ». Le pays fait bien pour ce qui est de la

42 *Nasdaq Globe Newswire*, « VINCI : VINCI Energies wins a major contract to expand the electricity grid in Senegal. »

43 *Alstom*, « Alstom fournira 15 trains Coradia Polyvalent au Sénégal. »

44 République du Sénégal, *Plan Sénégal Émergent*.

Figure 4
Burkina Faso – portrait global



Sources : Le Conference Board du Canada, l'Institut du Québec.

croissance du PIB sur cinq ans (5,5 %) et du coefficient de Gini (35,3). Par contre, sa performance laisse à désirer quant au taux d'inscription au secondaire (33,7 %), au PIB par habitant (1 724 \$ US) et à l'espérance de vie (59 ans).

Institutions

Le Burkina Faso fait mieux dans le pilier institutionnel de notre classement, obtenant un « B ». Le pays obtient un bon résultat au niveau des indices de corruption et de démocratie (42 sur 100 et 4,7 sur 10, respectivement). Par contre, puisqu'il faut 13 jours ouvrables pour démarrer une entreprise, le pays ne fait pas très bien relativement à cet indicateur.

Connectivité

Le Burkina Faso n'est pas très bien connecté, obtenant un « D » dans ce pilier. Le pays fait bien en ce qui a trait aux abonnements cellulaires (83,6 abonnements par tranche de 100 personnes), mais obtient un « D » pour ce qui est des abonnements Internet (0,05 par tranche de 100 personnes) et des usagers Internet (11,4 % de la population totale).

Portrait global

Le Burkina Faso est le cinquième pays identifié dans notre classement. C'est l'économie la moins riche des cinq pays sélectionnés avec un PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat de 1 724 \$ US (2016)⁴⁵. Par contre, son bassin de population est important. Il compte 20 millions d'habitants, dont quelque 2,5 millions de personnes à Ouagadougou, la capitale, et 1,2 million de personnes à Bobo-Dioulasso. La population urbaine au Burkina Faso est en croissance très rapide, ce qui pose problème puisque les infrastructures nécessaires ne se développent pas au même rythme. Un autre défi de taille est le taux élevé d'analphabétisme et de pauvreté⁴⁶ du pays.

Cependant, selon le Programme des Nations Unies pour le développement, le Burkina Faso est aujourd'hui un exemple régional à

45 FMI, *World Economic Outlook Database*.

46 PNUD, *À propos du Burkina Faso*.

Le Burkina Faso est le premier acheteur de biens québécois en Afrique subsaharienne. Le Canada est son 11^e client.

suivre en termes de leadership et de stabilité politique⁴⁷. En effet, le pays a adopté un système politique démocratique depuis 1991.

Occasions d'affaires pour le Québec

En 2015, les exportations canadiennes de biens à destination du Burkina Faso représentaient 1,0 % de toutes les importations burkinabées, plaçant le Canada au 25^e rang des fournisseurs les plus importants du pays. La machinerie, notamment d'excavation et de construction, était la principale catégorie de produits canadiens importés par le Burkina Faso, à hauteur de 49 % des importations canadiennes.

D'un autre côté, le Canada recevait en 2015 1,1 % des exportations burkinabées, ce qui plaçait le pays comme le 11^e client le plus important du Burkina Faso, mais très loin derrière le premier (la Suisse) qui recevait 59 % des exportations burkinabées (dont presque la totalité était constituée d'or). Par contre, les biens burkinabés ne comptent que pour une proportion très négligeable de toutes les importations canadiennes.

Quoique le commerce de biens entre les deux pays ne semble pas très développé, le Burkina Faso était le premier importateur de biens québécois parmi les dix-sept pays de notre classement en 2016. Même si historiquement le Maroc et l'Algérie importent bien plus du Québec que le Burkina Faso, le pays est quand même le premier acheteur de biens québécois en Afrique subsaharienne (parmi les pays du classement, graphique 5). La province y exporte, entre autres, des outils de forage et de sondage, des moteurs à allumage par étincelles, des pièces pour grues, des chariots de manutention et d'autres machines de construction.

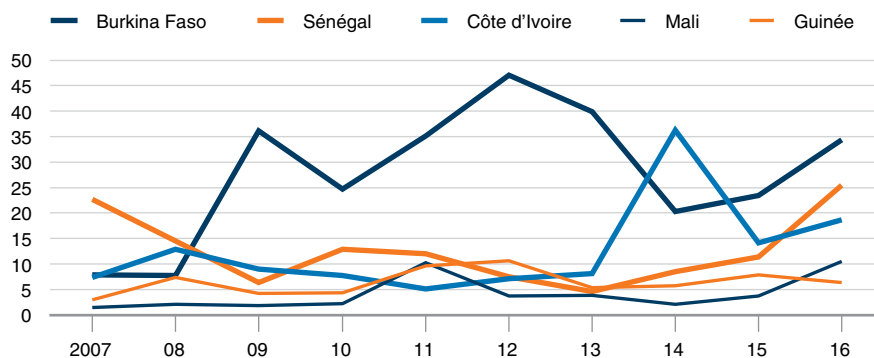
Il faut aussi tenir compte du fait qu'en dehors du commerce international, les investissements canadiens sont bien présents au Burkina Faso, particulièrement dans le secteur minier. En effet, les entreprises minières canadiennes détiennent des intérêts majoritaires dans trois des cinq plus importants complexes miniers du pays. La société minière canadienne Semafo (basée à Montréal) exploite la mine Mana, troisième plus importante au pays, et construit présentement la mine Boungou,

47 *Ibid.*

Graphique 5

Cinq plus grands destinataires de biens québécois en Afrique subsaharienne

(en M\$ CA)



Source: Innovation, Sciences et Développement économique Canada.

dont l'exploitation devrait commencer plus tard cette année. Du côté des énergies renouvelables, la société canadienne Windiga Énergie est aussi présente au Burkina Faso, où elle dirige le plus important projet de centrale solaire photovoltaïque de l'Afrique subsaharienne. Les occasions d'affaires québécoises au Burkina Faso se concrétisent donc davantage par l'entremise de l'investissement direct étranger et du commerce des services, plutôt que par l'entremise du commerce traditionnel de biens. De fait, un accord de promotion et de protection des investissements étrangers Canada-Burkina Faso est présentement en vigueur.

Aligner les priorités du gouvernement burkinabé et les forces du Québec

Le premier objectif du Burkina Faso est la transformation structurelle de l'économie afin de soutenir une croissance forte, durable et créatrice d'emplois⁴⁸. D'ici 2020, la stratégie nationale vise donc à améliorer l'efficacité de la gouvernance, à dynamiser le secteur primaire, à développer le secteur de la transformation et des services et à faire tomber le niveau de pauvreté sous le seuil de 35 %⁴⁹. Pour arriver à

48 Gouvernement du Burkina Faso, *Plan national de développement économique et social*.

49 *Ibid.*

Pour le Québec, les occasions d'affaires au Burkina Faso semblent être davantage du côté de l'exportation d'expertise technique.

ces buts, le Plan national de développement économique et social met l'accent sur le besoin de développer les infrastructures rurales, d'améliorer l'accès au financement des PME, de créer une caisse de dépôts et consignations et d'organiser le secteur informel⁵⁰. Tout comme dans les autres pays de l'Afrique de l'Ouest, les opportunités pour le Québec semblent donc être davantage du côté de l'exportation d'expertise technique.

Toutefois, le Burkina Faso semble être un pas derrière le Sénégal et la Côte d'Ivoire en ce qui a trait au virage industriel. Le pays doit commencer par développer son plein potentiel agricole, notamment, en augmentant le taux de commercialisation des produits agricoles et la productivité du secteur. Une action clé pour cela est l'accès à l'énergie et à des outils convenables. En ce sens, le Burkina Faso a obtenu du financement de la Banque mondiale en 2017 afin d'améliorer la viabilité du secteur énergétique et d'inciter le secteur privé à participer au secteur de l'approvisionnement en énergie⁵¹. L'expertise en production d'énergies propres et renouvelables est en grande demande au Burkina Faso et les entreprises québécoises pourraient en profiter.

En même temps, **le pays veut développer l'industrie de la transformation alimentaire, particulièrement l'abattage, la transformation des viandes et poissons et la fabrication de produits laitiers, tous des secteurs d'expertise québécoise**. D'ici 2020, le pays veut construire cinq abattoirs frigorifiques et créer également des moyens de transport et de distribution des produits transformés⁵².

L'investissement d'infrastructures, élément essentiel à la réussite du Plan national de développement économique et social (PNDES), représente une autre occasion d'affaires pour le Québec. D'intérêt particulier, le gouvernement burkinabé veut construire 12 barrages d'ici 2020 et en moderniser 16 autres, ainsi qu'améliorer la gestion des ressources

50 *Ibid.*

51 La Banque mondiale, *Burkina Faso : la Banque mondiale continue de soutenir le secteur énergétique et les réformes budgétaires*.

52 Initiative France — Banque mondiale pour la promotion des partenariats public-privé dans les pays de la zone franc, « 50 projets PPP présentés à l'occasion de la Conférence des partenaires du Burkina Faso pour le financement du PNDES 2016-2020. »

Le Burkina Faso est à la recherche de partenaires privés afin de construire 45 centres de formation technique et professionnelle.

en eau⁵³. Parmi d'autres projets d'infrastructure mis de l'avant par le gouvernement burkinabé, notons les routes, les chemins de fer et aéroports, ainsi qu'un réseau de télécommunication en fibre optique⁵⁴. Bien que le Québec ne fournisse qu'une petite partie des importations de biens nécessaires à ce type de projet, l'expertise québécoise est bien reconnue. Le Groupe Moreau de Rouyn-Noranda fournit des techniciens en électricité, plomberie et mécanique pour diriger et former la main-d'œuvre locale au Burkina Faso⁵⁵.

Ce dernier point nous mène à deux besoins importants au Burkina Faso : la formation d'une main-d'œuvre qualifiée apte à porter les changements économiques désirés, ainsi que la construction d'institutions d'éducation adaptées. Par exemple, le pays est à la recherche de partenaires privés afin de construire 45 centres de formation technique et professionnelle, un par province, au cours de l'horizon 2016-2020⁵⁶.

Conclusion

Des opportunités d'affaires sont présentes dans plusieurs pays de l'Afrique. En particulier, le caractère francophone de ceux-ci est un facilitateur d'échanges commerciaux. Pour stimuler la diversification des exportations pour le Québec, il convient d'explorer des pistes parfois nouvelles ou bien de renforcer les liens existants. La croissance démographique importante à venir dans les pays de l'Afrique francophone permettra la création de nouvelles occasions d'affaires. Aux entreprises du Québec d'en profiter.

L'Afrique francophone n'est pas un bloc monolithique. Les pays ont des divergences en termes d'avancement, de développement et de besoins. Néanmoins, le Québec a une forte expertise en services, en ingénierie

53 Gouvernement du Burkina Faso, *Plan national de développement économique et social*.

54 Gouvernement du Burkina Faso, *Plan national de développement économique et social*.

55 Rénauld Fortier, « Groupe Moreau : faire équipe avec le client. »

56 Initiative France — Banque mondiale pour la promotion des partenariats public-privé dans les pays de la zone franc, « 50 projets PPP présentés à l'occasion de la Conférence des partenaires du Burkina Faso pour le financement du PNDES 2016-2020. »

et en services d'experts-conseils, domaines qui pourraient largement bénéficier de la croissance rapide de ces marchés.

Les exemples présentés ont tous des besoins divers. Le Maroc a besoin de fournisseurs dans l'industrie des services comme c'est le cas en Côte d'Ivoire. Le Sénégal aura besoin d'entreprises étrangères en finance et en consultation, particulièrement en gouvernance d'entreprises. Le Burkina Faso veut développer son industrie de la transformation alimentaire, une force du Québec.

Il est clair qu'il faut une meilleure stratégie de développement des relations commerciales entre l'Afrique francophone et le Québec. L'ouverture d'un bureau du Québec à Abidjan en Côte d'Ivoire qui s'ajoute à la délégation générale de Dakar au Sénégal, est déjà un bon pas. Mais il faut en faire plus. À ce titre, quelques suggestions pourraient être envisagées :

- Compléter et renforcer les ententes commerciales et les ententes de protection des investissements privés avec les partenaires africains francophones. Certains pays n'ont pas encore d'ententes de protection des investissements avec le Canada. Pour assurer la prévisibilité et la protection des intérêts commerciaux, il faut que ceux-ci soient légalement protégés ;
- Intégrer formellement l'Afrique comme lieu géographique à développer au sein de la stratégie québécoise des exportations. La stratégie québécoise d'exportation cible parfois l'Afrique comme territoire prioritaire dans certaines industries mais ne développe pas une stratégie d'exportation globale vers le continent. Une prochaine version de cette stratégie devrait contenir plusieurs actions en ce sens ;
- Cibler activement des entreprises québécoises ayant un fort potentiel de développement en Afrique. Certaines entreprises ont déjà de l'expertise et exportent déjà dans d'autres régions du monde. Un support supplémentaire pour exporter en Afrique francophone pourrait être nécessaire ;
- Miser sur les entreprises québécoises ayant une grande expertise technique et à haute valeur ajoutée, puisque c'est dans ce sont les besoins les plus transversaux des économies de l'Afrique francophone ;

- Favoriser les investissements directs des entreprises québécoises dans les pays africains ; et
- Constituer un réseau d'anciens étudiants étrangers originaires des pays de l'Afrique francophone ayant étudié au Québec pour trouver des ponts entre le Québec et ces pays. Des partenaires qui connaissent le Québec et les pays visés seront nécessaires pour développer les échanges commerciaux.

Évaluez cette publication et courez la chance de gagner un prix!

www.conferenceboard.ca/e-Library/abstract.aspx?did=10058

ANNEXE A

Méthodologie du classement

Calcul des résultats normalisés par indicateur, pilier et note globale

Afin d'attribuer une note alphabétique par pilier, nous normalisons les résultats de chacun des indicateurs. C'est-à-dire que le pays avec le meilleur résultat pour un indicateur donné reçoit un « 1 » tandis que le pays avec le pire résultat reçoit un « 0 ». Les autres pays reçoivent un nombre continu entre 0 et 1.

La formule utilisée pour normaliser le résultat du pays « X », pour chaque indicateur, est la suivante :

Résultat normalisé = (résultat du pays X – pire résultat) ÷ (meilleur résultat – pire résultat)

Par la suite, nous faisons une moyenne pondérée des résultats normalisés de tous les indicateurs de chaque pilier (indice composite) et procédons à donner une note alphabétique à chaque pilier en utilisant la méthode des quartiles décrite plus haut.

Pour le pilier économie, les indicateurs PIB par habitant, croissance du PIB sur cinq ans, espérance de vie, taux de chômage et population ont un poids total de 70 % (réparti de façon égale). Les autres indicateurs ont un poids total de 30 % (réparti de façon égale). Pour les piliers institutions et connectivité, chacun des indicateurs a un poids égal.

Finalement, nous prenons l'indice composite de chaque pilier et faisons une moyenne pondérée (60 % pour le pilier économie, 25 % pour le pilier institutions et 15 % pour le pilier connectivité) afin de donner un résultat global à chaque pays. Nous utilisons la même méthode par quartiles pour accorder une note globale alphabétique à chaque pays.

Comment avons-nous traité les données aberrantes pour chaque indicateur ?

Chaque indicateur a aussi été passé en revue afin de détecter des données aberrantes. Dans certains cas, un pays affiche un très mauvais résultat, ce qui fait basculer les quartiles vers le bas et fait en sorte que la plupart des autres pays obtiennent un « A » ou un « B ». À l'inverse, certains résultats sont si forts qu'ils deviennent des quartiles vers le haut, ce qui a comme conséquence de laisser la majorité des autres pays avec un « C » ou un « D ». Dans ces deux cas, les résultats aberrants ont été traités comme suit :

1. Le pays présentant la donnée aberrante reçoit automatiquement la note « A » ou « D », selon la direction de l'aberration.
2. À partir des pays restants, nous identifions la meilleure et la pire performance et procédons à refaire le classement selon la méthode décrite plus tôt.

Sources de données

- The Heritage Foundation,
- la Banque mondiale,
- Crédit Suisse,
- l'UNESCO,
- le Fonds monétaire international,
- la Banque africaine de développement,
- l'Union internationale des télécommunications,
- l'Organisation mondiale du commerce,
- Transparency International,
- *The Economist Intelligence Unit.*

ANNEXE B

Résultats par piliers

Pilier économie

Le pilier économie est fondé sur les données usuelles de développement économique (PIB, coefficient de Gini, etc.)

Tableau 1
Pilier économie

Rang	Pays	Résultat normalisé	Note
1	Algérie	0,71	A
2	Maroc	0,68	A
3	Cameroun	0,57	B
4	République démocratique du Congo	0,56	B
5	Côte d'Ivoire	0,53	B
6	Tunisie	0,51	B
7	Bénin	0,51	B
8	Rwanda	0,50	C
9	Burkina Faso	0,49	C
10	Niger	0,49	C
11	Sénégal	0,48	C
12	Madagascar	0,48	C
13	Tchad	0,44	C
14	Mali	0,42	C
15	Togo	0,38	D
16	Guinée	0,38	D
17	Burundi	0,30	D

Sources : Le Conference Board du Canada; l'Institut du Québec.

Pilier institutions

Pour ce qui est des institutions, nos indicateurs portent sur des indices de corruption, de démocratie et de liberté des affaires (« business freedom ») ainsi que sur le temps nécessaire pour démarrer une entreprise et le niveau d'imposition des profits.

Tableau 2
Pilier institutions

Rang	Pays	Résultat normalisé	Note
1	Rwanda	0,78	A
2	Sénégal	0,73	A
3	Tunisie	0,65	A
4	Maroc	0,62	A
5	Burkina Faso	0,57	B
6	Côte d'Ivoire	0,57	B
7	Madagascar	0,56	B
8	Bénin	0,56	B
9	Mali	0,56	B
10	Togo	0,51	B
11	Niger	0,51	B
12	Burundi	0,48	B
13	Guinée	0,39	C
14	République démocratique du Congo	0,32	C
15	Algérie	0,30	C
16	Cameroun	0,28	C
17	Tchad	0,01	D

Sources : Le Conference Board du Canada; l'Institut du Québec.

Pilier connectivité

Ce pilier se penche sur l'accès aux technologies par les populations dans les pays du classement. Plus précisément, les trois indicateurs de ce pilier sont : le pourcentage de la population qui utilise l'Internet, le nombre d'abonnements Internet (haut débit sur réseaux fixes) par tranche de 100 personnes et le nombre d'abonnements aux réseaux cellulaires par tranche de 100 personnes.

Tableau 3
Pilier connectivité

Rang	Pays	Résultat normalisé	Note
1	Maroc	0,98	A
2	Tunisie	0,95	A
3	Algérie	0,85	A
4	Côte d'Ivoire	0,68	B
5	Sénégal	0,59	B
6	Bénin	0,52	B
7	Togo	0,39	C
8	Mali	0,36	C
9	Cameroun	0,23	D
10	Burkina Faso	0,23	D
11	Rwanda	0,21	D
12	Guinée	0,19	D
13	Burundi	0,05	D
14	Niger	0,04	D
15	Tchad	0,02	D
16	Madagascar	0,02	D
17	République démocratique du Congo	0,01	D

Sources : Le Conference Board du Canada; l'Institut du Québec.

ANNEXE C

Maroc

Situation géographique

Le Maroc a une position géographique enviable, puisqu'il a accès à la mer Méditerranée, à l'océan Atlantique, ainsi qu'au marché européen. L'emplacement géographique du Maroc contribue à soutenir deux secteurs importants de l'économie : l'exportation hors continent (par les voies maritimes) et le tourisme international. De plus, en raison de sa situation géographique, le Maroc est une porte d'entrée en Afrique, ce qui contribue ainsi au développement économique du pays. Cependant, les relations du Maroc avec ses voisins continentaux ne sont pas toujours bonnes, même que la frontière avec l'Algérie demeure encore fermée à ce jour¹.

Situation politique

Le Maroc a une situation politique stable. La monarchie garde toujours une mainmise sur le pouvoir, mais des réformes d'ouverture démocratique ont été instaurées depuis les années 1990². Le pays a vu son lot de manifestations et de revendications lors du printemps arabe de 2010 et 2011, mais l'ampleur des protestations a été bien moindre qu'en Tunisie et qu'ailleurs au Moyen-Orient. Le roi a tout de même introduit une nouvelle Constitution en 2011, faisant place à une monarchie constitutionnelle et augmentant les pouvoirs du premier ministre et du Parlement³. Nonobstant ces changements, les pouvoirs

1 *Ibid.*

2 Université de Sherbrooke, « Perspective monde : Maroc. »

3 *Le Monde*, « Maroc : la nouvelle Constitution va réduire les pouvoirs du souverain. »

du roi demeurent nombreux, incluant les pouvoirs de mettre fin aux fonctions des membres du gouvernement, de présider le Conseil des ministres, de dissoudre le Parlement et de commander l'armée⁴. Depuis l'adoption de cette nouvelle Constitution, le pays connaît une période très stable politiquement, sans violence ni attentats visant à déstabiliser le régime⁵. Qui plus est, la monarchie a une image plutôt positive aux yeux de la population.

Les efforts diplomatiques marocains favorisent les liens entre le Maroc et l'Union européenne, mais aussi avec le reste du continent africain. Le pays a rejoint l'Union Africaine en 2017 (après l'avoir quittée en 1984) et a soumis une demande d'adhésion pour devenir membre de la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (CÉDÉAO)⁶. Ceci étant dit, les relations avec l'Algérie demeurent difficiles⁷.

Par contre, le pays est en milieu de peloton relativement à l'indice de perception de la corruption de Transparency International, même si le gouvernement essaie de combattre cette corruption au moyen de certaines institutions telles que l'Instance Centrale de Prévention de la Corruption (ICPC)⁸.

L'une des raisons à la source de ce problème pourrait être les bas salaires de la fonction publique⁹.

Finalement, les risques d'attentats terroristes sont élevés au Maroc, comme le dénotent les avis aux voyageurs de nombreux pays tels que le Canada et le Royaume-Uni^{10,11}. Cependant, le pays a pris des mesures pour atténuer ces risques, comme le programme de surveillance et de sécurité « HADAR » qui incorpore les forces armées, la gendarmerie et le corps policier et qui opère dans les « sites sensibles » du pays^{12,13}.

4 Ministère de la Culture et de la Communication, *Les attributions du Roi*.

5 *Slate Afrique*, « Le Maroc, royaume de la stabilité cinq ans après le Printemps arabe. »

6 Institut de Relations Internationales et Stratégiques (France), *Le retour du Maroc au sein de l'Union africaine et son adhésion à la CÉDÉAO*.

7 Gouvernement du Royaume-Uni, *Overseas Business Risk — Morocco*.

8 Royaume du Maroc, *Instance Centrale de Prévention de la Corruption*.

9 Gouvernement du Royaume-Uni, *Overseas Business Risk — Morocco*.

10 *Ibid.*

11 Gouvernement du Canada, *Maroc*.

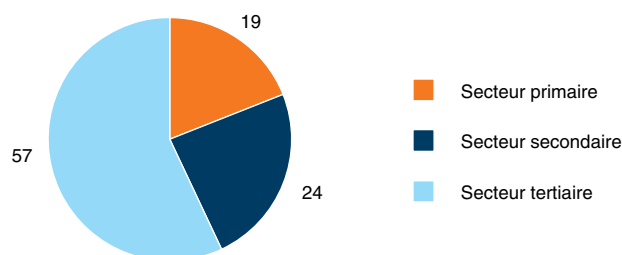
12 France diplomatie, *Présentation du Maroc*.

13 *Wall Street Magazine*, « Morocco and the Threats of Terrorism. »

Conditions économiques

Le Maroc dépend encore dans une certaine mesure du secteur agricole et donc, des aléas des conditions climatiques. Par exemple, la croissance du PIB en 2016 est tombée à 1,2 % en raison d'une sécheresse^{14,15}. Ceci étant dit, en 2013, le secteur tertiaire comptait pour près de 60 % du PIB, suivi des secteurs secondaire et primaire (voir graphique 1)¹⁶. Finalement, l'emploi dans ce secteur augmente constamment depuis le début des années 1990¹⁷.

Graphique 1
Répartition du PIB par secteur
(en pourcentage du PIB, %)



Source : Mourji et Masmoudi, « L'état de l'économie marocaine.

Le Maroc se distingue aujourd'hui dans le domaine de l'exploration de phosphates, principalement utilisés dans la production d'engrais. À ce chapitre, il est le premier exportateur mondial, ayant des réserves estimées à la moitié des réserves mondiales totales¹⁸. De plus, le cours mondial des phosphates bruts a plus que triplé de 2006 à 2013. Cet essor dans l'activité minière, combiné à une poussée des activités manufacturières, soutient le développement du secteur

14 *Ibid.*

15 La Banque mondiale, *Données Maroc*.

16 Fouzi Mourji et Hicham Masmoudi, *L'état de l'économie marocaine : un potentiel de développement réel mais contraint*.

17 La Banque mondiale, *Données Maroc*.

18 Fouzi Mourji et Hicham Masmoudi, *L'état de l'économie marocaine : un potentiel de développement réel mais contraint*.

secondaire. D'ailleurs, le pays a su profiter des tendances mondiales vers la délocalisation des industries de l'automobile, de l'aéronautique et de l'électronique¹⁹. Ainsi, le Maroc est aujourd'hui un chef de file dans la fabrication de pièces et l'assemblage de voitures et ses politiques sectorielles favorisent le développement de cette grappe industrielle importante.

Le développement des technologies de l'information a, pour sa part, contribué à l'essor des secteurs secondaire et tertiaire. En effet, la stratégie pour le développement des technologies de l'information et de la communication a permis d'intégrer les nouvelles technologies au sein d'un grand nombre d'entreprises, améliorant ainsi leur compétitivité^{20,21}. Ainsi, l'essor des secteurs secondaire et tertiaire se caractérise par des activités de valeur ajoutée.

L'activité dans le secteur tertiaire est aussi fortement soutenue par les avancées du tourisme. En 2015, le pays a accueilli 10,1 millions de touristes, dont 3,8 millions provenant de l'Union européenne et 330 000 des Amériques²². Selon le ministère du Tourisme, du Transport Aérien, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale du Maroc, le tourisme est aujourd'hui le deuxième contributeur au PIB national et le deuxième créateur d'emplois dans le pays²³. Outre le tourisme, les politiques d'investissements en infrastructures visant à améliorer la qualité de vie (routes, accès à l'électricité, accès à l'eau) et les grands projets (autoroutes, ports, réseaux de transport en commun, réseaux ferroviaires) contribuent autant aux secteurs secondaire et tertiaire²⁴.

Toutefois, il reste des efforts à faire pour consolider et diversifier davantage l'économie marocaine. Un problème criant est le faible niveau de productivité des investissements. Le Maroc travaille aussi à rendre le secteur primaire plus résilient aux conditions climatiques grâce au Plan Maroc Vert (adopté en 2008). Celui-ci vise le développement de

19 *Ibid.*

20 *Ibid.*

21 Royaume du Maroc, *Contrat progrès 2006-2012 secteur TIC*.

22 Observatoire du tourisme Maroc, *Le Tourisme en chiffres 2015*.

23 Ministère du Tourisme, du Transport Aérien, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale, *Chiffres clés*.

24 Fouzi Mourji et Hicham Masmoudi, *L'état de l'économie marocaine : un potentiel de développement réel mais contraint*.

l'agriculture tournée vers l'exportation d'un côté et « l'accompagnement de la petite agriculture » de l'autre²⁵.

Commerce international et investissement direct étranger

Cinquante et unième économie exportatrice de biens dans le monde, la valeur des échanges commerciaux du Maroc représente autour de 60 % du PIB du pays²⁶. Le pays a tissé des liens importants avec les États-Unis, l'Union européenne et les pays du golfe Persique. La proximité avec l'UE, quoiqu'elle constitue une bonne nouvelle pour les exportations, l'IDE et le tourisme, est une épée à double tranchant. En effet, le ralentissement économique de l'UE à la suite de la crise économique de 2008 a également entraîné un ralentissement économique au Maroc²⁷. Ceci explique en partie les efforts de diversification des liens économiques du Maroc, notamment, avec le reste du continent africain²⁸.

Parmi les exportations importantes de biens marocains, on y trouve des voitures, du câblage, des minéraux et fertilisants chimiques et de l'acide phosphorique²⁹. Les destinations principales de ces produits sont l'Espagne, la France, l'Italie, les États-Unis et l'Inde³⁰. Du côté des importations, le Maroc achète principalement du pétrole raffiné, des voitures, du blé et de la machinerie en provenance de l'Espagne, de la France, de la Chine, de l'Allemagne et des États-Unis³¹.

25 Inter-réseaux Développement rural, *Plan Maroc Vert : les grands principes et avancées de la stratégie agricole marocaine*.

26 The Observatory of Economic Complexity, *Morocco*.

27 Central Intelligence Agency, *The World Factbook: Morocco*.

28 Ministère de l'Économie et des Finances, *Relations Maroc-Afrique : l'ambition d'une nouvelle frontière*.

29 The Observatory of Economic Complexity, *Morocco*.

30 *Ibid.*

31 *Ibid.*

Risques

Les risques commerciaux au Maroc sont modérés à court terme. L'augmentation des réserves en devises et des recettes touristiques figure parmi les bonnes nouvelles. Cependant, le compte courant marocain affiche un déficit estimé à 2,0 % du PIB³². À moyen et long terme, les risques d'expropriation sont modérés, surtout en raison du pouvoir exercé par la monarchie. Les risques de violence politique et de transfert et convertibilité des devises sont qualifiés de faibles. L'EDC souligne l'ouverture du Maroc à l'IDE et son cadre réglementaire comme des points positifs³³.

32 Exportation et développement Canada, *Analyse trimestrielle des risques pays — Hiver 2017-2018*.

33 *Ibid.*

ANNEXE D

Côte d'Ivoire

Situation géographique

La Côte d'Ivoire a accès à de nombreux marchés et à une voie maritime. Situé en Afrique de l'Ouest, le pays est bordé par l'océan Atlantique et partage ses frontières avec le Libéria, la Guinée, le Mali, le Burkina Faso et le Ghana. De plus, la Côte d'Ivoire se trouve au départ du corridor économique Abidjan-Lagos qui relie des villes et ports importants du Nigéria, du Bénin, du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire et qui regroupe une grande partie de l'activité économique de la région¹.

Situation politique

Depuis l'élection du président Alassane Dramane Ouattara en 2010 et le conflit armé qui s'en est suivi jusqu'en 2011, le pays connaît une période de stabilité relative². En effet, l'État a rétabli son autorité sur l'ensemble du pays et le climat politique s'est apaisé. Le gouvernement a procédé à la mise sur pied de plusieurs réformes publiques depuis son premier mandat, dont la création d'un système de gestion des projets et effectifs de la fonction publique, afin de mieux combler les besoins en main-d'œuvre de l'administration publique³. De plus, le président ivoirien est le président actuel de l'UEMOA. Il s'agit là d'un symbole important sachant qu'en 2010, la Côte d'Ivoire n'a pas été en mesure de participer à l'élection du président en raison des conflits internes du pays.

1 L'Organisation du corridor Abidjan-Lagos, *Vision, mandat et contexte de création*.

2 France diplomatie, *Présentation de la Côte d'Ivoire*.

3 Présidence de la République de Côte d'Ivoire, *Paix et gouvernance*.

La stabilité politique et les réformes mises en place ont permis au pays de sortir de sa stupeur et de tirer avantage de ses atouts économiques, comme l'accès à la mer, la présence de ressources naturelles et les infrastructures existantes. De plus, la bonne situation politique permet au gouvernement de poursuivre ses engagements liés au développement économique du pays, tels que la modernisation des infrastructures, le développement de la chaîne de valeur alimentaire (notamment en essayant d'élargir le secteur de la transformation alimentaire), l'accroissement de la compétitivité et la création d'un environnement administratif et bancaire propice aux affaires⁴.

Selon une évaluation du Plan national de développement 2016-2020 menée un an après sa mise en œuvre, les dépenses publiques, l'investissement privé national et étranger et le nombre de nouvelles entreprises ont tous connu des augmentations notables au cours de la première année d'existence du Plan. Cela, conjugué à un taux d'exécution des engagements de la première année du Plan de 80 %, nous mène à croire que les priorités du gouvernement vont bon train^{5,6}.

Ceci étant dit, il existe encore des tensions politiques dans le pays. De plus, les institutions luttant contre la corruption ont encore du terrain à gagner.

Conditions économiques

Cette stabilité politique, ainsi que les nombreuses réformes mises en place par le gouvernement, ont permis au pays de renouer avec une forte croissance économique année après année. Le PIB ivoirien a affiché une croissance annuelle moyenne de 6,3 % de 2011 à 2015⁷, en hausse par rapport aux années précédentes⁸. Parmi les secteurs

4 Groupe consultatif PND 2016-2020, *Résumé PND 2016-2020*.

5 Abidjan.net, *PND 2016-2020 : un taux de réalisation de 38 % dès la première année*.

6 Ministère du Plan et du Développement (Côte d'Ivoire), *PND 2016-2020 : Madame la Ministre Nialé KABA présente le bilan de mise en œuvre aux PTFs et au secteur privé*.

7 Heritage Foundation, *2017 Index of Economic Freedom*.

8 La Banque mondiale, *Données Côte d'Ivoire*.

profitant des réformes économiques, on retrouve particulièrement les activités agricoles, l'extraction minière et la construction^{9,10,11}.

Toutefois, même si elle a pris un virage industriel au cours des dernières années, l'économie ivoirienne demeure tout de même dépendante du secteur agricole (qui représente jusqu'à 28 % du PIB ivoirien)¹², notamment des produits tels que le cacao (la Côte d'Ivoire en est le premier producteur mondial), le café, la noix de cajou et le coton¹³. Par conséquent, l'économie du pays demeure assujettie aux variations des cours des matières premières. Ceci étant dit, cette dépendance du secteur agricole devrait diminuer au cours des prochaines années, notamment, grâce aux investissements publics en infrastructure et à l'envol du secteur privé.

Un point fort de l'économie ivoirienne est Abidjan, centre métropolitain très dynamique. La métropole, où résident quelque 4,3 millions d'habitants, attire maintenant des commerçants et de grandes marques internationales¹⁴, signe de l'expansion de la classe moyenne et du pouvoir d'achat des consommateurs. De plus, Abidjan a entrepris la construction d'une ligne de métro et d'un centre d'oncologie, ainsi que l'agrandissement du port et la modernisation de l'aéroport¹⁵.

Commerce international et investissement direct étranger

La Côte d'Ivoire exporte une grande partie de sa production agricole (jusqu'à 40 %)¹⁶ et importe jusqu'à 35 % de la valeur de son produit intérieur brut (PIB) en biens et services¹⁷. Le pays a des relations d'échange bien établies avec l'Europe, l'Asie et l'Amérique du Nord.

9 Économies africaines, *Le secteur agricole*.

10 Pascal Yembiline et Idrissa Diagne, *Côte d'Ivoire*.

11 Abidjan.net, *Immobilier : entre boom et inquiétude!*

12 France diplomatie, *Présentation de la Côte d'Ivoire*.

13 *Ibid.*

14 Morgane Le Cam et Chloé Hecketsweiler, « En Côte d'Ivoire, le dynamisme retrouvé de l'économie attire les grands groupes ».

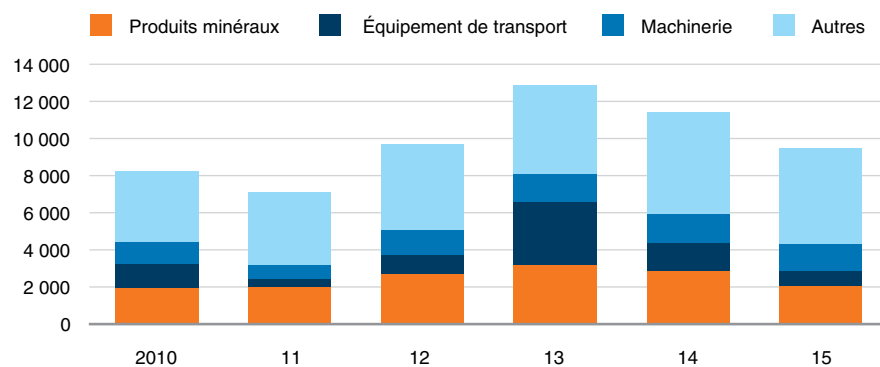
15 *Ibid.*

16 Économies africaines, *Le secteur agricole*.

17 Organisation mondiale du commerce, *Trade Profiles*.

Parmi les exportations importantes de biens, on trouve celles de produits agricoles tels que le cacao, la noix de coco et la noix de cajou, mais aussi de pétrole raffiné et d'or. Ces produits sont surtout exportés vers l'Europe, notamment vers les Pays-Bas, la France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg et aussi vers les États-Unis¹⁸. D'un autre côté, les importations de biens du pays sont principalement composées de produits minéraux, de machinerie, de produits chimiques, de métaux et d'équipements de transport en provenance du Nigéria, de la France, de la Chine, des États-Unis et de l'Italie (graphique 1)¹⁹. Les importations de produits minéraux sont composées à 93 % de différents produits et sous-produits pétroliers.

Graphique 1
Valeur des importations en Côte d'Ivoire
(en M\$ US)



Source : The Observatory of Economic Complexity.

Au chapitre de l'investissement direct étranger (IDE), le pays a reçu quelque 480 M\$ US en 2016. Le stock d'IDE en Côte d'Ivoire représente aujourd'hui un peu plus de 21 % du PIB du pays²⁰. La bonne situation politique continue d'attirer des investissements étrangers, principalement du Maroc, de la France, du Nigéria, du Royaume-Uni et du Liban. Signe encourageant, les investisseurs étrangers perçoivent le gouvernement

18 The Observatory of Economic Complexity, *Côte d'Ivoire*.

19 *Ibid.*

20 BNP Paribas, *Côte d'Ivoire : les investissements*.

comme étant « fermement résolu à améliorer le climat des affaires »²¹. Par contre, certains points faibles découragent l'investissement étranger dont les processus bureaucratiques ardues et le mauvais état des infrastructures.

Risques

Selon Exportation et développement Canada (EDC), les risques commerciaux à court terme sont élevés, notamment en raison des tensions politiques intérieures, de l'augmentation du nombre de revendications socioéconomiques et du mécontentement chez les forces de sécurité²². En effet, malgré la stabilisation de la situation politique des dernières années, les tensions sociales perdurent suivant les affrontements postélectoraux de 2011. À moyen terme, EDC souligne qu'il existe des risques modérés au commerce, notamment en raison des possibilités de violence politique et d'expropriation²³.

21 *Ibid.*

22 Exportation et développement Canada, *Analyse trimestrielle des risques pays – Hiver 2017-18*.

23 *Ibid.*

ANNEXE E

Sénégal

Situation géographique

Le Sénégal est dans une position semblable à celle de la Côte d'Ivoire, en ce que ce pays, situé aussi en Afrique de l'Ouest, a accès à de nombreux marchés et à des voies maritimes. En effet, le pays partage ses frontières avec la Mauritanie, le Mali, la Guinée, la Guinée-Bissau et la Gambie. De plus, la partie ouest du Sénégal fait face à l'océan Atlantique et le fleuve Sénégal enjambe l'entièreté de la frontière avec la Mauritanie et une bonne partie de la frontière avec le Mali. Notons que la Gambie est en fait une quasi-enclave horizontale dans le Sénégal (entourée au nord, à l'est et au sud par le Sénégal et débouchant sur l'Atlantique à l'ouest), coupant le Sénégal presque en deux. En raison de l'historique de relations tendues entre les deux pays, l'un, une ancienne colonie britannique, et l'autre, une ancienne colonie française, cela a assurément encombré le mouvement d'individus et de biens entre le nord et le sud du Sénégal. Les relations entre les deux pays semblent s'améliorer depuis la destitution du pouvoir du dictateur gambien Yahya Jammeh aux élections de 2016. Par exemple, les deux gouvernements travaillent maintenant ensemble pour mettre fin au trafic illégal de bois entre les deux pays, trafic qui contribue à la déforestation au sud du Sénégal¹.

1 *Vivatrik*, « Coupe de bois au Sénégal : des accords avec la Gambie, à la tuerie de Boffa en Casamance. »

Situation politique

Politiquement, le Sénégal est caractérisé par une stabilité politique de longue durée, ce qui est plutôt l'exception dans une grande partie du continent africain. Le pays a un président élu qui joue le rôle de chef de l'État et un premier ministre nommé par le président pour diriger le gouvernement. Toutefois, la situation politique n'est pas sans défaut. Même si le pays n'a pas subi de coups d'État, il y a eu des tentatives au fil des années, ce qui indique des troubles et agitations de nature politique. De plus, Amnesty International a publié un rapport qualifiant le Sénégal de « terre d'impunité » en faisant référence aux violations des droits de la personne commises par les forces de sécurité au cours des trente dernières années².

Malgré ce conflit interne, le Sénégal demeure l'un des pays africains de notre classement qui comprend les institutions les plus fortes, ce qui favorise le climat d'affaires. Dans notre scénario de comparaison, le Sénégal obtient un « B » à l'indice de corruption et l'indice démocratique, ainsi qu'un « A », en ce qui trait aux délais pour démarrer une entreprise. Cette performance est sans doute le résultat de la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire et est liée également à la présence de l'Office National de lutte contre la fraude et la corruption, du Haut conseil du dialogue social et de la Commission nationale de réforme des institutions.

Conditions économiques

Le Sénégal, comme plusieurs de ses voisins régionaux, dépend fortement des ressources naturelles, particulièrement de l'extraction minière, de l'agriculture et de la pêche. L'économie du pays demeure donc susceptible aux aléas des cours des matières premières et des changements climatiques. Le secteur primaire emploie 50 % de la population active et génère 16 % du PIB³, ce qui ajoute à l'incertitude économique. Les secteurs clés sont la culture de l'arachide, le riz,

² Amnesty International, *Sénégal, terre d'impunité*.

³ Ministère de l'Économie et des Finances (France), *Situation économique et financière du Sénégal*.

la canne à sucre et les cultures maraîchères. Du côté du secteur secondaire, le pays compte, entre autres, sur l'exploration aurifère, la production de ciment et l'extraction de phosphate. Finalement, le secteur tertiaire, à l'exception des télécommunications et du tourisme, demeure surtout informel. Le secteur non agricole informel, caractérisé par de micro-unités de production de nature généralement familiale et dont la taille moyenne est de moins de trois travailleurs, emploie près de 50 % de la population active du Sénégal⁴.

La bonne nouvelle est que la croissance économique au Sénégal s'est accélérée de 2014 à 2016, enregistrant un taux de croissance annuel respectif de 4,3 %, 6,5 % et 6,6 %⁵. Cette croissance est attribuable à de bonnes conditions climatiques, favorisant ainsi le secteur primaire, et aussi à des investissements dans l'agriculture et des initiatives tirées du Plan Sénégal Émergent (PSE)⁶. Ce plan, né du besoin de répondre à une économie morose, a des problèmes d'accès au financement et un niveau insuffisant d'infrastructures de soutien à la production. Il s'articule autour de trois axes⁷ :

- Une transformation structurelle de l'économie ;
- Une amélioration des conditions de vie ; et
- Un renforcement de la sécurité, de la stabilité et de la gouvernance, et de la protection des droits et libertés.

Le gouvernement sénégalais s'est engagé à soutenir la croissance dans les années à venir, notamment, en modernisant l'administration publique, en assurant l'accès à des sources d'énergie abordable et en investissant dans les nouvelles technologies et infrastructures⁸.

La capitale, Dakar, compte pour la majorité de l'activité économique du pays concentrée dans les services et la construction⁹. Cependant, le gouvernement déploie des efforts pour développer Diamniadio,

4 Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (Sénégal), *Enquête nationale sur le secteur informel au Sénégal (ENSIS 2011)*.

5 *Ibid.*

6 République du Sénégal, *Plan Sénégal Émergent*.

7 *Ibid.*

8 *Ibid.*

9 Sénégal online, *Économie du Sénégal*.

une nouvelle ville en banlieue de Dakar qui a accès aux principales autoroutes du pays, à l'océan Atlantique, au nouvel aéroport international Blaise-Diagne (en construction) et à un train régional¹⁰.

Commerce international et investissement direct étranger

Le commerce international représente entre 60 % et 70 % du produit intérieur brut sénégalais¹¹. Le pays a établi des relations commerciales solides avec d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest, de l'Europe et de l'Asie. Parmi les exportations importantes de biens, on y trouve l'or, des produits de la pêche, du ciment, de l'acide phosphorique et du pétrole raffiné¹². Ces produits sont majoritairement exportés vers le Mali, la Suisse, l'Inde, la Côte d'Ivoire et la Chine¹³. Du côté des importations, le Sénégal achète notamment du pétrole brut et raffiné, du riz, des médicaments, des voitures et de la machinerie en provenance de la France, de la Chine, de l'Inde, du Nigéria et des Pays-Bas¹⁴.

En ce qui a trait à l'investissement direct étranger, en 2015, le Sénégal a reçu 345 M\$ US ou 2,5 % du PIB nominal¹⁵. Selon Santander, la plupart de l'IDE au Sénégal est d'origine française. Or, un gisement de gaz sous-marin exploré en 2016, pourrait encourager la croissance et la diversification de l'IDE au Sénégal dans les années à venir¹⁶. D'autre part, le Sénégal a des institutions et infrastructures robustes, ainsi qu'une position géographique favorable, ce qui encourage l'IDE. Par contre, des obstacles bureaucratiques, un accès limité au financement et un marché du travail rigide sont autant de facteurs décourageant l'IDE¹⁷.

10 Amadou Oury Diallo, *Sénégal : Diarniadio, l'ambitieux pari de Dakar*.

11 The Observatory of Economic Complexity, *Sénégal*.

12 *Ibid.*

13 *Ibid.*

14 *Ibid.*

15 Santander, *Senegal: Foreign Investment*.

16 *Ibid.*

17 U.S. State Department, *2015 Investment Climate Statement – Senegal*.

Risques

À court terme, selon EDC, les risques commerciaux sont qualifiés de modérés particulièrement en raison de l'accroissement de l'investissement public et des prix du pétrole moins élevés. De plus, les risques de non-paiement liés à la conversion et au transfert de devises sont faibles et la stabilité politique favorise la croissance économique¹⁸. À moyen et long terme, EDC souligne que les risques commerciaux sont faibles à modérés au Sénégal, notant au passage la bonne performance du Sénégal aux indicateurs de corruption de la Banque mondiale. Le risque de violence politique est aussi faible en raison des antécédents d'élections et de transition de pouvoir paisibles. Le seul risque modéré à moyen terme est celui de l'expropriation, en raison des politiques du gouvernement favorables à l'investissement¹⁹.

¹⁸ Exportation et développement Canada, *Analyse trimestrielle des risques pays — Hiver 2017-18*.

¹⁹ *Ibid.*

ANNEXE F

Burkina Faso

Situation géographique

D'abord, le Burkina Faso fait exception par rapport aux autres pays sélectionnés en ce qu'il est le seul pays à ne pas avoir accès à un bassin d'eau important. Le pays, enclavé en Afrique de l'Ouest, est entouré du Mali, du Niger, du Bénin, du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire. Le pays fait partie de la Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest (CÉDÉAO) et de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Le Burkina Faso fait contraste avec d'autres pays de la région en ce qu'il a un passé plus pacifique de résolution de conflits internes. D'ailleurs, l'ex-président Blaise Compaoré et son gouvernement sont reconnus pour avoir contribué à la résolution de conflits politiques violents dans les pays voisins, notamment, en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Mali.

Situation politique

Le Burkina Faso a une situation politique stable depuis 1987. En plus de la Constitution adoptée en 1991, le pays a créé un système d'élections présidentielles et législatives de même qu'un appareil judiciaire.

Par contre, cette stabilité semble parfois fragile. Ce fut le cas lors de la révolution populaire de 2014 et de la tentative de coup d'État de 2015^{1,2}. À l'heure actuelle, le pays semble avoir retrouvé l'accalmie et travaille à l'élaboration d'une nouvelle Constitution, notamment, afin de limiter le nombre de mandats présidentiels, d'abolir la peine de mort et de limiter

1 *Le Monde Afrique*, « Ce que contient l'avant-projet de Constitution du Burkina Faso ».

2 *BBC*, *Burkina Faso country profile*.

encore davantage l'influence du président sur le pouvoir juridique³. Malgré cela, un risque d'une autre nature se fait sentir depuis quelques années étant donné que les attentats terroristes au Burkina Faso sont à la hausse⁴.

Conditions économiques

L'économie burkinabée est dominée par l'agriculture qui emploie une forte majorité de la population active (jusqu'à 80 %) et compte pour un tiers du PIB^{5,6}. L'exploitation minière, notamment l'extraction d'or, a aussi pris une place prépondérante dans l'économie au cours de la dernière décennie⁷. En effet, l'or et le coton sont les deux biens exportés les plus importants. L'économie burkinabée est donc tout aussi susceptible aux aléas climatiques et aux variations des cours des matières premières que celle de ses voisins. D'autres filières clés au Burkina Faso sont les céréales, la canne à sucre et l'élevage. Cependant, le faible rendement agricole fait en sorte que la majorité de la population demeure pauvre. De fait, 43,7 % de la population vivait avec moins de 1,90 \$ US par jour en 2014⁸.

La bonne nouvelle est que la croissance économique au Burkina Faso devrait s'accélérer au courant des prochaines années, soutenue par le Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020. Les domaines d'action économique du plan sont le développement du secteur agro-sylvo-pastoral, le développement du secteur industriel, l'expansion des industries de services et la mise en place d'infrastructures routières et de télécommunication⁹. On estime le taux de croissance du PIB réel à 7,0 % en 2017 et on s'attend à un taux de croissance de 7,5 % en 2018¹⁰.

3 *Ibid.*

4 Ministère de l'Économie et des Finances (France), *Burkina Faso*.

5 *Ibid.*

6 France diplomatie, *Présentation du Burkina Faso*.

7 *Ibid.*

8 La Banque mondiale, *Données Burkina Faso*.

9 Gouvernement du Burkina Faso, *Plan national de développement économique et social*.

10 Ministère de l'Économie et des Finances (France), *Burkina Faso*.

Selon le Groupe de la Banque africaine de développement, l'engagement politique dans le PNDES devrait soutenir une croissance économique vigoureuse dans l'horizon 2020. Les facteurs porteurs de succès devraient être la capacité agricole, le potentiel de transformation de la production de coton et la « force de la société civile et la résilience de l'appareil administratif burkinabé »¹¹.

D'ailleurs, ce gouvernement s'est aussi engagé à réformer les institutions et à moderniser l'administration publique. Entre autres, la réforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) en 2015 a permis de consolider l'indépendance du pouvoir judiciaire¹². Dans les années à venir, le gouvernement veut adopter une loi sur la gestion du développement, renforcer les mécanismes de redevabilité et de gestion des dépenses et renforcer la participation citoyenne. La Banque mondiale a consenti au financement de ces réformes à hauteur d'un crédit de 30 M\$ US¹³.

Commerce international et investissement direct étranger

Le commerce international joue un rôle clé dans l'économie du Burkina Faso, représentant autour de 60 % de la valeur du PIB du pays¹⁴. Tout comme au Sénégal, les partenaires commerciaux les plus importants du pays se trouvent majoritairement en Europe, en Asie et en Afrique. Les exportations les plus importantes de biens burkinabés sont, après l'or et le coton, les graines oléagineuses, les noix et le zinc (2015)¹⁵. Les principales destinations de ces biens sont la Suisse, l'Inde, le Singapour, l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire. De l'autre côté, le Burkina Faso importe principalement du pétrole raffiné, des médicaments, des avions, du ciment et du riz provenant notamment de la Côte d'Ivoire, de la Chine, de la France, des Pays-Bas et des États-Unis¹⁶.

11 Groupe de la Banque africaine de développement, *Perspectives économiques au Burkina Faso*.

12 Gouvernement du Burkina Faso, *Les acquis et les perspectives de la gouvernance au Burkina Faso*.

13 La Banque mondiale, *Gouvernance économique et participation citoyenne*.

14 The Observatory of Economic Complexity, *Burkina Faso*.

15 *Ibid.*

16 *Ibid.*

Pour ce qui est de l'investissement direct étranger, 167 M\$ US ont été investis au Burkina Faso en 2015, soit 1,5 % du PIB nominal¹⁷. La plupart de l'IDE au Burkina Faso est maintenant concentré dans le secteur minier, étant donné les dépôts importants d'or du pays. Cependant, même si le nombre de permis d'exploitation octroyés à des intérêts étrangers est à la hausse, le manque d'un accès maritime et de ressources naturelles et l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée ont des effets dissuasifs sur l'investissement¹⁸.

Risques

Les risques commerciaux à court terme dans le pays sont modérés à élevés selon EDC, particulièrement en raison du nombre croissant d'attentats terroristes dans la capitale et le nord du pays. De plus, le risque de violence politique demeure même s'il y a eu une élection démocratique, libre et paisible à la fin de 2015. EDC souligne aussi que les bons antécédents de gestion économique du nouveau président permettent au gouvernement de continuer sa relation positive avec les acteurs internationaux¹⁹. À moyen et long terme, les risques sont modérés à élevés, surtout en raison de la violence politique et du mécontentement populaire quant à la redistribution de la richesse et aux possibilités d'expropriation²⁰. Finalement, le risque de défaut souverain est élevé selon EDC, en raison du faible niveau de développement économique, de la masse salariale importante des fonctionnaires et de la dépendance du pays envers les donateurs internationaux²¹.

17 La Banque mondiale, *Données Burkina Faso*.

18 BNP Paribas, *Burkina Faso : les investissements*.

19 Exportation et développement Canada, *Analyse trimestrielle des risques pays — Hiver 2017-18*.

20 *Ibid.*

21 *Ibid.*

ANNEXE G

Bibliographie

Abidjan.net (2017, 24 novembre). *Immobilier : entre boom et inquiétude!*, récupéré de <https://news.abidjan.net/h/626462.html>.

Abidjan.net (2017, 5 octobre). *PND 2016-2020 : un taux de réalisation de 38 % dès la première année*, récupéré de <https://news.abidjan.net/h/623587.html>.

Affaires mondiales Canada (2016, novembre). Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire concernant la promotion et la protection des investissements, récupéré de http://international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/ivory_coast-cote_ivoire/fipa-apie/index.aspx?lang=fr#sectB.

Agence marocaine de développement des investissements (n.d.) *Fonds de Développement Industriel et de l'Investissement*, récupéré de Climat des affaires : <http://www.invest.gov.ma/index.php?id=34489&lang=fr>.

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (2013). *Enquête nationale sur le secteur informel au Sénégal (ENSIS 2011)*, récupéré de <http://www.ansd.sn/ressources/rapports/Rapport-final-ENSIS.pdf>.

Agence pour le Développement Agricole (2017). *Opportunités d'investissement*, récupéré de <http://www.ada.gov.ma/web/page/opportunités-d-investissement>.

Alstom (2016, décembre). *Alstom fournira 15 trains Coradia Polyvalent au Sénégal*, récupéré de <http://www.alstom.com/fr/press-centre-francais/2016/12/alstom-fournira-15-trains-coradia-polyvalent-au-senegal/>.

Ambassade du Canada au Burkina Faso (2017, avril). *Relations Canada — Burkina Faso*, récupéré de http://www.canadainternational.gc.ca/burkinafaso/bilateral_relations_bilaterales/Canada-Burkina_Faso.aspx?lang=eng.

Amnesty International (2010). *Sénégal, terre d'impunité*, récupéré de <https://www.amnesty.org/fr/documents/document/?indexNumber=af49%2f001%2f2010&language=en>.

Atlas Info (2018, février). « *Énergie solaire : le Maroc a réalisé une avancée pionnière* », récupéré de https://www.atlasinfo.fr/Energie-solaire-le-Maroc-a-realise-une-avancee-pionniere-media-americaain_a89596.html.

BBC (2018, 31 janvier). *Burkina Faso Country Profile*, récupéré de la BBC : <http://www.bbc.com/news/world-africa-13072774>.

BNP Paribas (2017, novembre). *Burkina Faso : les investissements*, récupéré de <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/implanter/burkina-faso/investissements>.

BNP Paribas (2017, décembre). *Côte d'Ivoire : les investissements*, récupéré de <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/implanter/cote-d-ivoire/investissement>.

BNP Paribas (2018, janvier). *Maroc : les investissements*, récupéré de <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/implanter/maroc/investir>.

Bombardier (2018). *Maroc*, récupéré de Présence mondiale : <https://www.bombardier.com/fr/presence-mondiale/country.morocco.html>.

Bouarbat, B. (2018). *Enjeux défis et pistes pour l'avenir dans La Francophonie économique, situation économique en Afrique francophone : enjeux et perspectives*. Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal.

BRVM. (n.d.) *Indices*, récupéré de <http://www.brvm.org/fr/indices>.

BRVM. (n.d.) *Obligations*, récupéré de: <http://www.brvm.org/fr/cours-obligations/0>.

BRVM. (n.d.) *Textes de base*, récupéré de http://www.brvm.org/sites/default/files/reglement_general_crepmf.pdf.

Cam, M. L. (2017, 17 novembre). *Ce que contient l'avant-projet de Constitution du Burkina Faso*. Récupéré de *Le Monde Afrique* : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/17/ce-que-contient-l-avant-projet-de-constitution-du-burkina-faso_5216329_3212.html.

CÉDÉAO. (n.d.) *ECOWAS Basic Information*. Récupéré de <http://www.ecowas.int/about-ecowas/basic-information/>.

Central Intelligence Agency (2018, février). « Morocco », récupéré de *The World Factbook*: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/mo.html>.

Chine magazine. (2017, 6 août). *La Chine, premier fournisseur de la Côte d'Ivoire*, récupéré de <https://www.chine-magazine.com/chine-premier-fournisseur-de-cote-divoire/>.

Commission européenne (2018). *West Africa*, récupéré de *Countries and Regions*: <http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/regions/west-africa/>.

Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (n.d.), *Missions et compétences*, récupéré de <http://www.crepmf.org/Wwwcrepmf/>.

Coulibaly, N. (2017, 11 mai). *Burkina Faso : le chantier du barrage Samendéni est relancé*, récupéré de *Jeune Afrique — Économie et finance* : <http://www.jeuneafrique.com/mag/433527/economie/burkina-faso-chantier-barrage-de-samendeni-relance/>.

Credit Suisse Research Institute (2012). *Gender Diversity and Corporate Performance*.

Deloitte (2017). *Invest in Senegal, A Competitive Investment Destination in West Africa*.

Diallo, A. O. (2016, avril). « Sénégal : Diamniadio, l'ambitieux pari de Dakar », récupéré de *Jeune Afrique — Économie et finance* : <http://www.jeuneafrique.com/mag/311395/economie/senegal-diamniadio-lambitieux-pari-de-dakar/>.

Économies africaines (2017, 24 avril). *Le secteur agricole*, récupéré de <http://www.economiesafricaines.com/les-territoires/cote-d-ivoire/les-secteurs-d-activite/le-secteur-agricole>.

Entreprises Québec (2017, décembre). *Ouverture du bureau du Québec à Abidjan, en Côte d'Ivoire*, récupéré de <https://www2.gouv.qc.ca/entreprises/portail/quebec/actualites?lang=fr&x=actualites&e=2759485156>.

Exportation et développement Canada (2017-2018). *Analyse trimestrielle des risques pays — Hiver 2017-2018*, récupéré de EDC Commerce : <https://edc.trade/fr/pa/trp-tableau/>.

Fonds monétaire international (2016, décembre). *Morocco : Selected Issues*, récupéré de IMF Country Report : <https://www.imf.org/~media/Files/Publications/CR/2017/cr1765.ashx>.

Fonds monétaire international (2017, avril). *World Economic Outlook Database*, récupéré de <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/01/weodata/index.aspx>.

Forson, V. (2017, mars). *Infrastructures : la Chine lance son plus grand chantier africain au Maroc*, récupéré de *Le Point Afrique* : http://afrique.lepoint.fr/economie/infrastructures-la-chine-lance-le-plus-grand-chantier-africain-au-maroc-21-03-2017-2113666_2258.php.

Fortier, R. (2014, 17 janvier). *Groupe Moreau : faire équipe avec le client*, récupéré du Réseau interactif de la construction au Québec : http://www.portailconstructo.com/infoconstructo/groupe_moreau_faire_equipe_avec_client.

Fouzi Mourji, H. M. (2016, novembre). *L'état de l'économie marocaine : un potentiel de développement réel mais contraint*. Casablanca : Centre Jacques-Berque, Fondation du Roi Abdul-Aziz Al Saoud pour les Études Islamiques et les Sciences Humaines.

France diplomatie (2017, 15 novembre). *Présentation de la Côte d'Ivoire*, récupéré de <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/cote-d-ivoire/presentation-de-la-cote-d-ivoire/>.

France diplomatie (2017, novembre). *Présentation du Maroc*, récupéré de <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/maroc/presentation-du-maroc/>.

France diplomatie (2018, 5 février). *Présentation du Burkina Faso*, récupéré de <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/burkina-faso/presentation-du-burkina-faso/>.

Freedom House. (2012, février). *In Senegal, Years of Frustration Come to a Head*, récupéré de <https://freedomhouse.org/blog/senegal-years-frustration-come-head>.

Gouvernement du Burkina Faso (2016, octobre). *PNDES 2016-2020*, récupéré de <https://www.pndes2020.com/pdf/04.pdf>.

Gouvernement du Burkina Faso. (n.d.) *Plan national de développement économique et social 2016-2020*, récupéré de http://cns.bf/IMG/pdf/pndes_2016-2020-4.pdf.

Gouvernement du Canada (2018, février). *Maroc*, récupéré de Voyage : <https://voyage.gc.ca/destinations/maroc>.

Gouvernement de la Colombie-Britannique (2017, 11 février). *Local Government Act*, récupéré de BC Laws : http://www.bclaws.ca/civix/document/id/complete/statreg/r15001_00.

Gouvernement du Royaume-Uni (2017, avril). *Overseas Business Risk – Morocco*, récupéré de Foreign and Commonwealth Office : <https://www.gov.uk/government/publications/overseas-business-risk-morocco/overseas-business-risk-morocco>.

Groupe AGÉCO (2015, avril). *Étude sectorielle de la production agricole au Québec*, récupéré de https://www.agricarrieres.qc.ca/?wpfb_dl=43.

Groupe consultatif PND 2016-2020 (n.d.) *Résumé PND 2016-2020*, récupéré de http://www.gcpnd.gouv.ci/fichier/doc/ResumePND2016-2020_def.pdf.

Groupe de la Banque africaine de développement (2018). *Perspectives économiques au Burkina Faso*, récupéré de <https://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/burkina-faso/burkina-faso-economic-outlook/>.

Groupe de la Banque africaine de développement (n.d.) NOORo: *The Largest Concentrated Solar Power Complex in Africa Increases the Share of Renewable Energy in Electricity Generation in Morocco*, récupéré de https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/NOORo_Press_Kit_Eng.pdf.

Habarurema, J-D (2018). *Croissance économique des pays africains francophones* dans La Francophonie économique, situation économique en Afrique francophone : enjeux et perspectives. Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal.

Hecketsweiler, Chloé et Morgane Le Cam. (2016, 23 mars). « En Côte d'Ivoire, le dynamisme retrouvé de l'économie attire les grands groupes », récupéré du quotidien *Le Monde* : http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/03/23/en-cote-d-ivoire-le-dynamisme-retrouve-de-l-economie-attire-les-grands-groupes_4888410_3234.html.

Heritage Foundation (2017). *2017 Index of Economic Freedom*, récupéré de https://www.heritage.org/index/pdf/2017/regions/2017_IndexOfEconomicFreedom_SSA.pdf.

Initiative France — Banque mondiale pour la promotion des partenariats public-privé dans les pays de la zone franc (2016, 19 décembre). *50 projets PPP présentés à l'occasion de la Conférence des partenaires du Burkina Faso pour le financement du PNDES 2016-2020*, récupéré de Actualités : <http://www.initiative-ppp-afrique.com/Actualites/Actualites/50-projets-PPP-presentes-a-l-occasion-de-la-Conference-des-partenaires-du-Burkina-Faso-pour-le-financement-du-PNDES-2016-2020>.

Innovation, Sciences et Développement économique Canada (2017, décembre). *Données sur le commerce en direct*, récupéré de <http://www.ic.gc.ca/eic/site/tdo-dcd.nsf/fra/accueil>.

Inter-réseaux Développement rural (2016, mai). *Plan Maroc Vert : les grands principes et avancées de la stratégie agricole marocaine*, récupéré de Bulletin de synthèse souveraineté alimentaire : http://inter-reseaux.org/IMG/pdf/bds_no20_plan_maroc_vert.pdf.

IRIS-France (2017, juin). *Le retour du Maroc au sein de l'Union africaine et son adhésion à la CÉDÉAO : quelles conséquences pour les ensembles régionaux?* Récupéré de Analyses : <http://www.iris-france.org/96440-le-retour-du-maroc-au-sein-de-lunion-africaine-et-son-adhesion-a-la-cedeao-queelles-consequences-pour-les-ensembles-regionaux/>.

Kaba, N. (n.d.) *PND 2016-2020*, récupéré de http://www.gouv.ci/doc/presentation_niale_PND2016-2020.pdf.

Kotochi, R. (2018). *Caractérisation de l'espace économique de l'Afrique francophone*, dans *La Francophonie économique, situation économique en Afrique francophone : enjeux et perspectives*. Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal.

La Banque mondiale (2016, 18 février). *Gouvernance économique et participation citoyenne : la Banque mondiale soutient les efforts du Burkina Faso*, récupéré de <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2016/02/18/world-bank-supports-economic-governance-and-citizen-engagement-in-burkina-faso>.

La Banque mondiale (2017, 14 décembre). *Burkina Faso : la Banque mondiale continue de soutenir le secteur énergétique et les réformes budgétaires*, récupéré de <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2017/12/14/world-bank-supports-energy-and-fiscal-reforms-in-burkina-faso>.

La Banque mondiale (2018). *Données Côte d'Ivoire*, récupéré de <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=CI&view=chart>.

La Banque mondiale (2018). *Données Maroc*, récupéré de <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=MA>.

La Banque mondiale (n.d.) *Données Burkina Faso*, récupéré de <https://data.worldbank.org/country/burkina-faso>.

La Tribune Afrique (2017, janvier). « La Côte d'Ivoire se positionne en puissance électrique régionale », récupéré de http://www.gouv.ci/doc/presentation_niale_PND2016-2020.pdf.

Le Monde (2011, juin). « Maroc : la nouvelle Constitution va réduire les pouvoirs du souverain », récupéré de http://www.lemonde.fr/international/article/2011/06/17/maroc-la-nouvelle-constitution-va-reduire-les-pouvoirs-du-roi_1537583_3210.html.

Linamar (2015). *Secteurs*, récupéré de <http://www.linamar.com/fr/industries>.

L'Office national des chemins de fer (2018). *Projet LGV Maroc*, récupéré de <https://www.tgvmaroc.ma/projet/>.

L'Organisation du corridor Abidjan-Lagos (2018). *Mission, vision et contexte de création*, récupéré de <http://www.corridor-wa.org/index.php/l-organisation/presentation>.

L'Union des producteurs agricoles (2018). *L'agriculture en chiffres*, récupéré de <https://www.upa.qc.ca/fr/statistiques/>.

L'Union du Maghreb arabe. (n.d.) *Historique*, récupéré de http://www.umaghrebarabe.org/?q=fr/Historique_UMA.

L'Union du Maghreb arabe. (n.d.) *Objectifs et tâches*, récupéré de http://www.umaghrebarabe.org/?q=fr/Objectifs_et_t%C3%A2ches.

L'Usine Nouvelle. (2016). « Automobile au Maroc : le canadien Linamar va construire une usine de moteurs pour PSA », récupéré de *L'Usine Maroc* : <https://www.usinenouvelle.com/article/automobile-au-maroc-le-canadien-linamar-va-construire-une-usine-de-moteurs-pour-psa.N400952>.

Mbaye, K. (2017, 14 novembre). « Autoroute Abidjan-Lagos : la BAD et l'UE donnent une impulsion au laborieux financement », récupéré de *La Tribune Afrique* : <https://afrique.latribune.fr/entreprises/services/transport-logistique/2017-11-14/autoroute-abidjan-lagos-la-bad-et-l-ue-donne-une-impulsion-au-financement-757782.html>.

Ministère de l'Économie et des Finances (France) (2017, novembre). *Burkina Faso*, récupéré de Trésor Direction générale : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/Pays/burkina-faso>.

Ministère de l'Économie et des Finances (France) (2017, février). *Les investissements directs étrangers au Maroc*, récupéré de Trésor Direction générale : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/File/433671>.

Ministère de l'Économie et des Finances (France) (2017). *Maroc*, récupéré de Trésor Direction général : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/Pays/maroc/2>.

Ministère de l'Économie et des Finances (France) (2017, mars). *Situation économique et financière du Sénégal*, récupéré de Trésor Direction générale : https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/16107_situation-economique-et-financiere-du-senegal.

Ministère de l'Économie et des Finances (2013). *Note au sujet des accords de promotion et de protection réciproque des investissements*, récupéré de Direction du Trésor et des Finances Extérieures : <https://www.finances.gov.ma/Docs/2013/Note%20APPI%20Portail%20du%20Minist%C3%A8re%202013.pdf>.

Ministère de l'Économie et des Finances (2015, juillet). *Relations Maroc-Afrique : l'ambition d'une nouvelle frontière*, récupéré de Direction des Études et des Prévisions Financières : https://www.finances.gov.ma/depf/SitePages/publications/en_catalogue/etudes/2015/Relations_Maroc_Afrique.pdf.

Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie Numérique du Maroc (2018). *Aéronautique*, récupéré de <http://www.mcinet.gov.ma/fr/content/aeronautique>.

Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie Numérique du Maroc (2018). *Automobile*, récupéré de <http://www.mcinet.gov.ma/fr/content/automobile>.

Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie Numérique du Maroc (2018). *Énergies renouvelables*, récupéré de <http://www.mcinet.gov.ma/fr/content/energies-renouvelables>.

Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie Numérique du Maroc (2018). *Les secteurs industriels*, récupéré de <http://www.mcinet.gov.ma/fr/content/les-secteurs-industriels>.

Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie Numérique du Maroc (2018). *Plan d'Accélération Industrielle 2014-2020*, récupéré de <http://www.mcinet.gov.ma/fr/content/plan-d%E2%80%99acc%C3%A9l%C3%A9ration-industrielle-2014-2020>.

Ministère du Plan et du Développement (Côte d'Ivoire) (2017, 4 octobre). PND 2016-2020 : Madame la Ministre Nialé KABA présente le bilan de mise en œuvre aux PTFs et au secteur privé, communiqué de presse, récupéré de <http://www.plan.gouv.ci/accueil/actualite/457>.

Ministère du Tourisme, du Transport Aérien, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale (2018). *Chiffres clés*, récupéré de <http://www.tourisme.gov.ma/fr/tourisme-en-chiffres/chiffres-cles>.

Naji, A. (2015, juillet). *Wall Street Magazine*, récupéré de <https://wsimag.com/economy-and-politics/16047-morocco-and-the-threats-of-terrorism>.

NASDAQ GlobeNewswire. (2018, février). *VINCI : VINCI Energies Wins a Major Contract to Expand the Electricity Grid in Senegal*, récupéré de <https://globenewswire.com/news-release/2018/02/02/1332438/0/en/VINCI-VINCI-Energies-wins-a-major-contract-to-expand-the-electricity-grid-in-Senegal.html>.

Ndiaye, A. (2015, décembre). « Casamance : quatre raisons qui font perdurer le conflit », récupéré de *Le Monde Afrique* : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/12/15/casamance-quatre-raisons-qui-font-perdurer-un-conflit_4832635_3212.html.

Ndiaye, A. (2018, février). « Coupe de bois au Sénégal : des accords avec la Gambie, à la tuerie de Boffa en Casamance », récupéré de *Vivafrik* : <https://www.vivafrik.com/2018/02/03/coupe-de-bois-au-senegal-des-accords-avec-la-gambie-a-la-tuerie-de-boffa-en-casamance-a15251.html>.

Observatoire du tourisme Maroc. (n.d.) *Le Tourisme en chiffres 2015*, récupéré de *Tourisme en chiffres*, <http://www.observatoiredu tourisme.ma/wp-content/uploads/2017/04/Tourisme-en-chiffres-2015.pdf>.

Organisation mondiale du commerce (2016). *Trade Profiles*, récupéré de <http://stat.wto.org/CountryProfile/WSDBCountryPFReporter.aspx?Language=E>.

Organisation internationale de la francophonie (2018). *Rapport 2018 sur l'état de la Francophonie numérique*, OIF.

Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (2014). *Acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique*, récupéré de <http://www.ohada.org/index.php/fr/auscgie-droit-des-societes-commerciales-et-du-gjie/auscgie-presentation-et-innovations>.

Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (2017, janvier), *Les sociétés cotées de l'espace OHADA désormais contraintes de publier leurs résultats financiers selon les standards IFRS*, récupéré de Actualités : <http://www.ohada.com/actualite/3315/les-societes-cotees-de-l-espace-ohada-desormais-contraintes-de-publier-leurs-resultats-financiers-selon-les-standards-ifrs.html>.

Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (2017). *L'organisation de l'OHADA*, récupéré de <http://www.ohada.org/index.php/fr/notre-organisation/presentation-ohada-organisation>.

Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (2017). *Présentation générale*, récupéré de <http://www.ohada.org/index.php/fr/ohada-en-bref/ohada-presentation-generale>.

Pascal Yembiline, I. D. (2017). *Côte d'Ivoire*, récupéré de Perspectives économiques en Afrique : <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/notes-pays/cote-d-ivoire>.

PNUD. (n. d.) *À propos du Burkina Faso*, récupéré de http://www.bf.undp.org/content/burkina_faso/fr/home/countryinfo/.

Préfontaine, É. (2017) *Culture et pratiques d'affaires en Afrique* : présentation à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Montréal.

Présidence de la République de Côte d'Ivoire (2011). *Paix et gouvernance*, récupéré de <http://www.presidence.ci/paix-et-gouvernance/>.

Relations internationales et Francophonie Québec (2017, juillet). *Le Québec s'établit en Côte d'Ivoire*, récupéré de http://www.mrif.gouv.qc.ca/fr/salle-de-presse/communiqués/2017/2017_07_21.

République du Sénégal (2014, février). *Plan Sénégal Émergent*, récupéré de <https://www.sec.gouv.sn/IMG/pdf/PSE.pdf>.

Rouaud, P.-O. (2017, juin). *Maroc : le secteur automobile en pleine expansion*, récupéré de *Jeune Afrique* : <http://www.jeuneafrique.com/mag/442434/economie/maroc-secteur-automobile-pleine-expansion/>.

Royaume du Maroc (2006). *Contrat progrès 2006-2012 secteur TIC : Une vision stratégique de développement de secteur des TIC*, récupéré de ABHATOO Centre National de Documentation : <http://www.abhatoo.net.ma/maalama-textuelle/developpement-economique-et-social/developpement-social/information-et-communication/technologies-de-l-information/contrat-progres-2006-2012-secteur-tic-une-vision-strategique-de-developpement-du-secteur-des-tic>.

Royaume du Maroc (2011). *Instance Centrale de Prévention de la Corruption*, récupéré de <http://www.icpc.ma/wps/portal>.

Royaume du Maroc (2013). *Les attributions du Roi*, récupéré du Ministère de la Culture et de la Communication : <http://www.maroc.ma/fr/content/les-attributions-du-roi>.

Royaume du Maroc (2017). *Objectifs de la LOF, Loi Organique relative à la loi de Finances* : <http://lof.finances.gov.ma/fr/lof/objectifs-de-la-lof>.

Santander (2017, novembre). *Senegal : Foreign Investment*, récupéré de <https://en.portal.santandertrade.com/establish-overseas/senegal/investing>.

SEMAFO (2018, janvier). *Opérations et exploration*, récupéré de <http://www.semafo.com/French/operations-et-exploration/default.aspx>.

Sénégal Online (2015). *Économie du Sénégal*, récupéré de <http://www.senegal-online.com/economie-du-senegal/>.

Slate Afrique (2016, octobre). « Le Maroc, royaume de la stabilité cinq ans après le Printemps arabe », récupéré de <http://www.slateafrique.com/691782/maroc-legislatives>.

The Economist (2017, juillet). « Morocco and Algeria Keep Building more Barriers », *The Economist*, <https://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21725576-fences-make-neighbours-poorer-morocco-and-algeria-keep-building-more-barriers>.

The Observatory of Economic Complexity (2018). *Burkina Faso*, récupéré de <https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/bfa>.

The Observatory of Economic Complexity (2018). *Côte d'Ivoire*, récupéré de <https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/civ/>.

The Observatory of Economic Complexity (2018). *Morocco*, récupéré de <https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/mar/>.

The Observatory of Economic Complexity (2018). *Sénégal*, récupéré de <https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/sen/#Exports>.

Tidiane, C. (2018, février). *À quand le démarrage tant attendu ?*, récupéré de http://www.sudonline.sn/a-quand-le-demarrage-tant-attendu-_a_38319.html.

U.S. Department of State (2015, mai). *2015 Investment Climate Statement - Burkina Faso*, récupéré de Investment Climate Statements 2015 : <https://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2015/241499.htm>.

U.S. Department of State (2015, mai). *2015 Investment Climate Statement - Senegal*, récupéré de Investment Climate Statements : <https://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2015/241729.htm>.

Union Économique et Monétaire Ouest Africaine. (n.d.) *Présentation de l'UEMOA*, récupéré de <http://www.uemoa.int/fr/presentation-de-luemoa>.

Université de Sherbrooke (2016, juillet). *Maroc*, récupéré de Perspective monde : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=mar>.

Windiga Énergie (2017). *Centrale solaire photovoltaïque, Zina, Burkina Faso*, récupéré de <https://windiga-energy.com/nos-projets/burkina-faso/>.

World Population Review (2017). *Population of Cities of Ivory Coast*, récupéré de <http://worldpopulationreview.com/countries/ivory-coast-population/cities/>.

Remerciements

Nous aimerions remercier Kristelle Audet du Conference Board du Canada et Clément Duhaime pour leurs généreux commentaires.



3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
3^e étage, bur. 3.450
Montréal (Québec) H3T 2A7
Tél. : 514-340-7101

institutduquebec.ca



Un partenariat entre



HEC MONTRÉAL

PUBLICATION 10058
PRIX : gratuit